

Confédération des syndicats nationaux
(1974)

Vivre à notre goût

Rapport moral du président général de la CSN
Marcel Pepin
Montréal, le 23 juin 1974



LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
à partir du texte de :

Confédération des syndicats nationaux



Vivre à notre goût.

Rapport moral du président de la CSN, Marcel Pepin, Montréal, le 23 juin 1974,
191 pp.

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008
pour Macintosh.

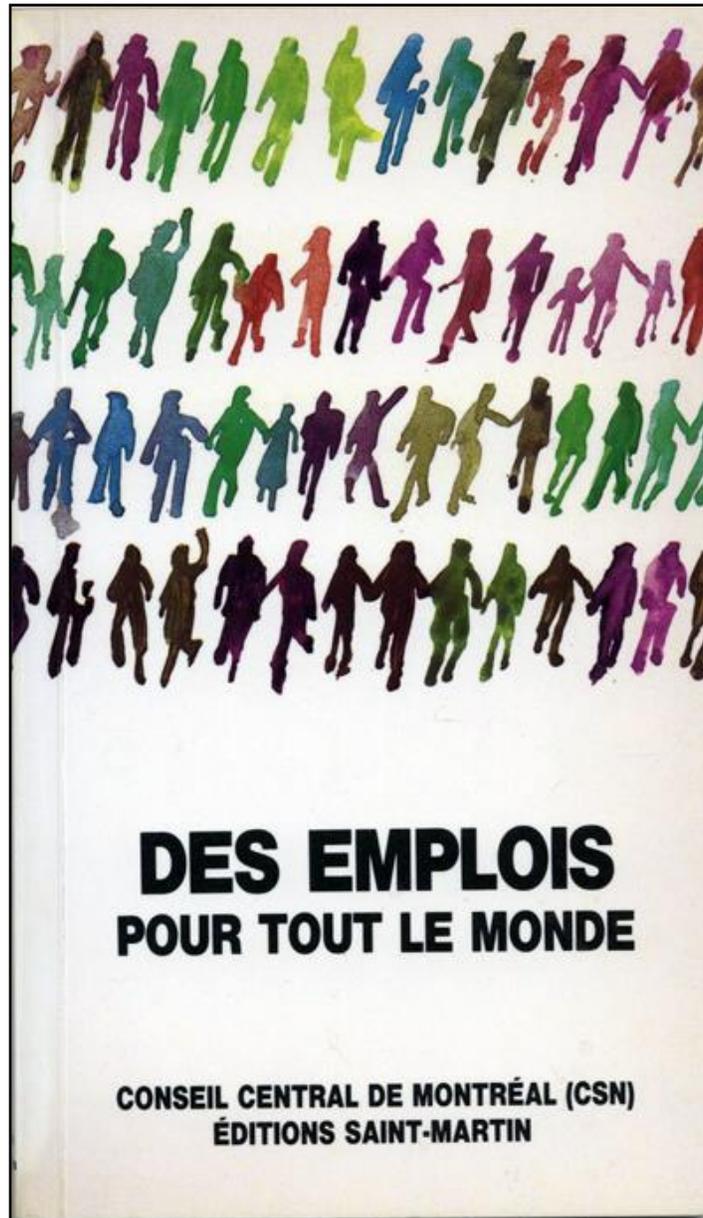
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 5 avril 2024 à Chicoutimi, Québec.



Confédération des syndicats nationaux

Vivre à notre goût



Rapport moral du président de la CSN, Marcel Pepin, Montréal, le 23 juin 1974, 191 pp.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[1]

VIVRE
À
NOTRE
GOÛT

Rapport moral
du président général de la CSN
Marcel Pépin
Montréal, le 23 juin 1974

[2]

Conception graphique de la couverture :
Jean Gladu

Dépôt légal, Bibliothèque nationale,
deuxième trimestre 1974

Lithographié par Journal Offset Inc.
254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent

[191]

Vivre à notre goût

Table des matières

[Introduction](#) [3]

[Où nous en sommes](#) [9]

1. [Le mouvement](#) [9]
2. [Les relations intersyndicales](#) [27]
3. [Le syndicalisme international](#) [37]
4. [Le mouvement syndical et les élites québécoises](#) [45]
5. [Le mouvement syndical et le pouvoir étranger](#) [56]
6. [Le mouvement syndical et le développement](#) [75]

[Pour améliorer nos vies : des droits](#) [91]

7. [Régime de travail modèle](#) [103]
8. [Droits des travailleurs](#) [106]
9. [Droit à la qualité de la vie](#) [129]
10. [Droit des femmes à l'égalité](#) [151]
11. [Tout commence sur les lieux de travail](#) [157]

[Les comités populaires](#) [169]

[Pour vivre à notre goût](#) [177]

[Appendices](#) [183]

1. [Le Rapport Fantus](#) [182]
2. [Le Rapport Fournier](#) [185]
3. [Le gâteau](#) [190]

[3]

Vivre à notre goût

INTRODUCTION

*Sur la scène québécoise,
les acteurs ont changé*

[Retour à la table des matières](#)

Depuis la fin des années soixante, les acteurs majeurs sur la scène québécoise ont changé.

Le projet de la révolution tranquille ne s'est jamais concrétisé. On sait maintenant pourquoi. Il était impossible pour des groupes aussi divers que les monopoles étrangers, le pouvoir politique local, la petite bourgeoisie d'un côté, les travailleurs de l'autre, de s'entendre sur une définition du "bien commun". Les intérêts n'étaient pas les mêmes.

Par leurs politiques d'investissements, par leur répression des aspirations nationales, les différents niveaux de gouvernement ont depuis longtemps consacré l'idéologie de l'intégration du Québec à l'empire américain.

Les opposants les plus dangereux pour le pouvoir ne sont plus les mêmes. Le FLQ est disparu et le pouvoir ne peut plus s'en servir pour apeurer la population. La plupart des groupes gauchistes sont réduits [4] au rang de chapelles sans audience. Plusieurs groupes populaires sont essoufflés ou récupérés dans des programmes gouvernementaux. Les étudiants et les jeunes ne sont plus là comme groupe et comme force : ils sont dissous dans les institutions scolaires, les programmes d'initiatives locales ou de Perspectives-jeunesse.

Le monde du travail occupe la scène

C'est le monde du travail, les problèmes relatifs au monde du travail qui occupent désormais la scène : investissements, subventions aux compagnies, compagnies transnationales, chômage, fermetures d'usines, hausses du coût de la vie, conflits ouvriers, lois d'exception, répression antisyndicale. Depuis quelques années, face à cette succession de problèmes sociaux et économiques, le mouvement syndical a été le seul groupe à exercer une critique du régime qui ait réussi à traverser l'opinion. Il a de ce fait été la cible première de la répression. De ces affrontements émerge une conscience de classe et, sur ce [5] point, le nouveau langage qui se forme est extrêmement éclairant .

Nous avons été, et nous sommes encore pour très longtemps, au cœur même de ce rapport de force nouveau pour le Québec, au cœur même du débat politique qui se poursuit dans la nation. La place qu'occupe la vie syndicale dans l'ensemble de la vie quotidienne québécoise prend une ampleur de plus en plus importante, non seulement par la négociation de conventions collectives mais aussi par les diverses interventions du mouvement syndical sur tout ce qui touche la vie des travailleurs.

Qu'il s'agisse de conflits impliquant un nombre restreint de travailleurs, comme ceux du Pavillon St-Dominique, à Québec ou de CKRS à Jonquière, de groupes moyens comme les travailleurs du champignon à Waterloo ou de Canadian Gypsum à Montréal et à Joliette, ou encore de larges unités syndicales comme celles de l'industrie du papier et des services publics, il n'y a pas de luttes qui ne soulèvent l'intérêt bien au-delà des membres directement [6] impliqués, et même des travailleurs organisés en général.

Entre hier et aujourd'hui, la différence est énorme en ce sens que l'action syndicale se répercute instantanément, se diffuse immédiatement dans le milieu social, suscitant rapidement réactions et répercussions.

Transformer la vie de tous les jours

Ce rapport vous propose un modèle concret de régime de travail qui pourrait, si nous décidions ensemble de travailler à l'instaurer, donner à notre action syndicale une cohésion qu'elle n'a pas encore. Ce que je vous propose dans cette partie du rapport, c'est la possibilité d'utiliser jusqu'au bout les moyens de transformer la vie de tous les jours par la lutte dans les entreprises. Car il ne faut pas l'oublier, le pouvoir se manifeste là aussi, dans l'usine ou dans l'institution. C'est le premier terrain où se font l'apprentissage de la lutte et, souvent aussi, l'expérience de la victoire. [7] On sent actuellement une volonté vive de regrouper les forces au niveau local et régional. Née souvent de conflits syndicaux, comme ce fut le cas à Joliette avec les grèves de Firestone et de Canadian Gypsum, cette volonté de rassembler les solidarités me semble appelée à donner, dans les prochaines années, une amplification sans précédent à la force collective syndicale.

C'est à partir de luttes concrètes, quotidiennes, que cette idée va se développant ; et c'est sans doute là l'avenir des Comités populaires dont je reparlerai plus loin.

Mais voyons d'abord où nous en sommes dans nos rapports avec nous-mêmes, avec les autres centrales, avec le régime politique et avec la société.

[8]

[9]

Vivre à notre goût

Première partie

OÙ NOUS EN SOMMES.

[Retour à la table des matières](#)

[9]

Vivre à notre goût

PREMIÈRE PARTIE. OÙ NOUS EN SOMMES

Chapitre 1

LE MOUVEMENT

[Retour à la table des matières](#)

[10]

Un effort concerté des différents pouvoirs

Quelques semaines avant le congrès de juin 1972 commençait la période la plus dure que nous ayons eu à traverser au cours de l'histoire de notre mouvement syndical. Nous commençons à peine à émerger de cette offensive généralisée des différents pouvoirs.

Entre les événements de 1972 et la réélection par une écrasante majorité du régime Bourassa, les différents pouvoirs politique, économique, judiciaire et policier ont concentré sur le mouvement syndical une avalanche de coups dont le but apparaît clairement. Ils ont voulu, dans un effort concerté, nous couper de l'ensemble de la société québécoise, nous faire dérailler dans une position d'isolement, placer les dirigeants syndicaux et les structures décisionnelles du mouvement dans une situation de marginalité par rapport à l'ensemble des travailleurs organisés.

[11]

Les grandes manœuvres du régime

Je tiens à rappeler ici les grandes manœuvres du régime. Les injonctions, prévoyant des amendes allant jusqu'à \$50,000 et la prison pour un maximum d'un an pour chaque offense ; les procédures d'outrage au tribunal, qui ont conduit 69 militants syndicaux et les présidents des trois centrales en prison ; la loi 19, qui rendait illégal un droit de grève légal 24 heures auparavant ; la scission des 3D et la loi spéciale numéro 58, adoptée d'urgence pour donner une existence juridique à quelques anciens dirigeants syndicaux qui avaient, selon les politiciens et les journaux de l'époque, convaincu de 60,000 à 90,000 travailleurs de quitter la centrale, au moment même où les travailleurs organisés des services publics avaient besoin de toute la solidarité possible ; le dépôt, le 22 décembre 1972, du projet de loi 89 qui est demeuré une menace pour les droits des travailleurs organisés qui sont obligés, pour vivre, de vendre leur force de travail ; et enfin, le retrait par la loi 9, en mai

1973, de notre droit de veto dans le secteur [12] de la construction, dans le but très clair de livrer aux unions américaines les travailleurs de ce secteur.

Le point culminant

Le projet de loi 89 fut sans contredit, avec l'emprisonnement des présidents et des militants syndicaux, le point culminant de cette vaste campagne anti-ouvrière, antisyndicale et antisociale.

Depuis longtemps, le gouvernement cherchait un moyen d'étouffer les revendications légitimes des travailleurs et de circonscrire très adroitement les actions de la classe ouvrière. Nous avons appris quelques mois plus tard qu'il était conseillé en cela par la firme américaine Fantus, qui lui avait suggéré que le militantisme des syndicats au Québec était la principale crainte des capitalistes en mal d'investissement.

Avocat patronal de carrière et ministre du Travail sous les régimes Bertrand et Bourassa, Me Jean Cournoyer déposait son projet de loi juste avant le repos des Fêtes. Le temps était propice pour berner la population [13] avec ce projet de loi faussement intitulé "Loi assurant le bien-être de la population en cas de conflit de travail". Les mass media, qui amentent la population dès que quelques carreaux sont brisés dans une usine ou que des grévistes réagissent aux activités des scabs, n'ont que peu parlé du projet de loi 89. Quand ils l'ont fait, c'était dans la ligne tracée par le ministre.

Le mouvement syndical, et de trop rares personnes, ont été les seuls à dénoncer ce projet de loi tendant à assurer les financiers d'une main-d'œuvre tranquille, parce qu'elle aurait les mains liées.

Je doute fort que ce projet de loi aurait été retiré pour quelque temps du moins si nous n'avions pas, au cours de l'opération "Blitz", l'année dernière, expliqué à des milliers de travailleurs le sens de cette manœuvre pour le régime et ses implications sur l'ensemble de la classe ouvrière.

Nous avons tenu tête

Voilà donc en bref les faits saillants de cette grande opération anti-syndicale [14] qui s'est échelonnée sur une période de deux ans. Tout l'attirail du pouvoir a été mis à contribution dans cette manœuvre visant à présenter comme des marginaux, des être dangereux, ceux qui osent, au nom des travailleurs, parler ouvertement et régulièrement des injustices sociales, du chômage, de l'inflation, des taudis, des misères du monde ordinaire, du manque à gagner de larges secteurs de la population, du contrôle étranger de nos ressources et de nos usines.

L'ensemble du mouvement syndical au Québec a démontré une vigueur, une stabilité et un sang-froid remarquables au cours de ces mois difficiles.

Ensemble, nous avons tenu tête à l'assaut ; nous avons refusé de reculer, de diluer notre action. Nous sommes toujours là et j'affirme que nous constituons l'un des éléments les plus vigoureux de la société québécoise, celui qui représente encore un espoir réel pour un nombre grandissant de travailleurs.

[15]

La vraie réalité

Pourquoi, malgré les appels répétés aux membres de se débarrasser de leurs dirigeants, l'ensemble du mouvement syndical a-t-il résisté ?

C'est que, malgré tout ce que le pouvoir peut dire et faire, il y a une conscience plus aigüe de cette vraie réalité qui est celle des conflits longs et difficiles, ceux de CKRS à Jonquière, du papier chez Price, de l'alimentation au Saguenay, de Marsoui en Gaspésie, les luttes à Laurier Station et à Waterloo, celles de Canadian Gypsum, de Firestone et de United Aircraft. Il y a toujours cette réalité vraie qui est celle des trop nombreux accidents sur les chantiers de construction, qui est celle des milliers de victimes du chômage, des requins de l'inflation, des pénuries artificielles et des crises patentées. Il y a toujours cette réalité vraie qui est celle des hausses d'impôts déguisées, qui est celle de la

misère de ceux qui n'ont d'autre protection que celle de la loi du salaire minimum.

Mais nos membres connaissent aussi cette autre réalité, celle des financiers [16] et des industriels, étrangers et locaux, qui collectent les subventions et les dégrèvements fiscaux, qui augmentent leurs profits à nos dépens, qui dilapident nos richesses naturelles, qui se livrent au patronage et qui pactisent avec la pègre.

La vraie réalité sociale, c'est celle des combats qu'il faut livrer pour obtenir un minimum de justice, c'est celle des prix qu'on impose sans discussion et des profits qu'on empoche sans honte. C'est ça la vraie réalité des Québécois, tout juste locataires dans leur propre pays.

C'est pourquoi lorsque Bourassa, ou ses ministres, ou ses députés, ou des présidents de banques et de compagnies, ou des éditorialistes tentent de faire croire à la population québécoise que la vraie réalité québécoise, c'est celle qui est le lot de quelques privilégiés, dont plusieurs ne vivent même pas ici, ils ont de quoi faire pour nous convaincre que c'est cela, la vraie réalité des Québécois.

[17]

Le monde ordinaire n'est pas dupe

Pensent-ils vraiment convaincre le monde ordinaire que les luttes pour éliminer le chômage, pour de meilleures conditions de travail, pour la sécurité d'emploi, pour un salaire décent, pour un contrôle québécois des richesses naturelles, de notre développement économique, pour le français au travail, ne sont le fait que de quelques dirigeants syndicaux marginaux, de quelques militants ne représentant qu'eux-mêmes ?

Ce qui dérange le pouvoir, c'est que nous ayons osé penser, à partir de la réalité que nous vivons, qu'il fallait s'occuper non seulement des conditions de travail sur les lieux de travail, mais aussi de nos conditions d'existence, de l'exploitation dont nous sommes l'objet sur le marché de la consommation, de notre situation d'insécurité sur le plan économique.

Cela énerve le pouvoir

Ce qui énerve le pouvoir, c'est que nous ayons osé développer des idées [18] plus globales sur le genre de société auquel on aspire, initier des débats sur l'ensemble du système économique qu'on nous impose, en indiquant bien clairement notre intention bien arrêtée de travailler à son remplacement.

Parce que nous mettons beaucoup d'efforts pour sensibiliser nos membres et la population sur ces questions, les porte-parole du pouvoir, et le premier ministre Bourassa ne s'en est pas privé durant la dernière campagne électorale, nous reprochent de nous occuper d'affaires qui ne nous regardent pas.

Ainsi, les travailleurs ne pourraient pas s'élever contre des décisions économiques qui font que notre dépossession va s'accroissant ? Les travailleurs ne pourraient pas s'interroger quand survient une fermeture d'usine ? Les travailleurs ne pourraient pas condamner les faveurs fiscales que consent un parti au pouvoir à des sociétés transnationales comme ITT ? Les travailleurs ne pourraient pas connaître de façon précise le processus de domination [19] du système capitaliste sur le peuple québécois ?

Je crois plutôt qu'au contraire, si nous avons des reproches à nous faire, c'est bien de ne pas surveiller assez étroitement ce qui se passe au niveau des décisions économiques et politiques, de ne pas informer encore davantage nos membres sur ces questions vitales. Notre effort actuel est plus grand que par le passé, mais vous pourrez constater, par le rapport du trésorier que, s'il fait du bruit, cet effort est relativement minime comparé à l'ensemble de nos activités.

Chez-nous

Cette analyse de l'offensive du pouvoir contre nous n'exclut pas que nous examinions notre propre réalité syndicale.

Nous avons affirmé, et démontré je pense, que l'aventure des 3D avait été suscitée d'abord et consacrée ensuite par le régime Bourassa et ses amis, à un moment dramatique pour les travailleurs organisés.

Cela dit, je soutiens que cette affaire [20] n'aurait pas été possible si nous n'avions pas eu un certain nombre de lacunes à l'intérieur de notre mouvement. Mais j'ajoute que si nous n'avions pas réagi il y a quelques années aux problèmes internes qui s'accumulaient suite à l'augmentation très rapide de nos effectifs, la situation créée par la scission aurait pu avoir des conséquences autrement plus graves.

La réforme effectuée en 1968 par le congrès général, qui créait un exécutif à plein temps, un bureau confédéral plus restreint et un conseil confédéral très élargi n'était sans doute pas parfaite ; elle faisait cependant avancer d'une façon marquante le pouvoir des délégués syndicaux entre le congrès et implantait un processus plus démocratique de décisions.

Le rôle prépondérant du conseil confédéral

L'existence et le fonctionnement même du conseil confédéral impliquaient, en fait, une mise en commun plus grande des intérêts de chacun au niveau de la centrale. C'est-à-dire que [21] tout, dans une instance aussi large que le conseil confédéral, devenait sujet à discussion. Comme on peut le comprendre, dans un mouvement qui rassemblait des groupes assez conservateurs et d'autres plus dynamiques, cela provoqua des affrontements inévitables.

L'ouverture, le décloisonnement qu'a effectué le conseil confédéral ne pouvait manquer de mettre à jour bien des questions qui auparavant se réglait à huis clos, ou qui ne se réglait pas du tout mais dont on n'entendait pas parler dans l'ensemble du mouvement.

Qu'est-ce qui a précipité les changements de fonctionnement ? Deux choses, surtout. La croissance rapide du mouvement (dont l'entrée massive des travailleurs des services publics et parapublics) et la tendance marquée des syndicats et des fédérations de demander à la CSN d'intervenir dans les conflits.

Les pressions qui s'exerçaient alors sur l'ensemble du mouvement pour la mise en commun de ressources en argent et en services étaient inexorables [22] en ce sens que plus le mouvement intervenait avec des services mieux développés, mieux articulés, plus les syndicats et les fédérations faisaient appel à ces outils qui étaient à leur disposition.

Au moment où ces transformations eurent lieu, diverses formules s'offraient à nous. Celle qui fut retenue laissait les négociations aux fédérations professionnelles et mettait les questions et les problèmes d'ensemble entre les mains de nouvelles structures politiques où seraient largement représentés les fédérations et les conseils centraux.

C'était une solution mitoyenne, entre la bureaucratisation sclérosante de la centralisation et la réduction de la centrale à un organisme de représentation.

Les responsabilités particulières et conjointes que nous avons alors assumées, comme fédérations et comme mouvement, nous ont permis d'affronter avec efficacité des négociations majeures dans les secteurs public et privé. Mais les tiraillements internes ont été inévitables, surtout que [23] désormais toute question pouvait être débattue au conseil confédéral et que de très importantes décisions ont été prises dans cette nouvelle instance qui devenait, d'année en année, davantage responsable de l'allure, de la démarche et de la politique du mouvement face à des conflits de portée globale.

Pour certains, c'était inadmissible

Pour certains dirigeants syndicaux, cette nouvelle démocratisation, ces discussions sans contrainte, ces décisions d'ouvrir plus largement les préoccupations des travailleurs, tout cela était inadmissible. Du bout des lèvres, on approuvait ce qui se décidait, mais le cœur n'y était pas. Face à cette tendance de plus en plus marquée de mettre en commun des ressources auxquelles ils contribuaient tout en regrettant de n'y pas

avoir suffisamment accès, par comparaison à des groupes qui livraient de durs combats, certains ont recherché, mais sans succès, un statut particulier à l'intérieur du mouvement.

[24]

Si cette mise en commun plus grande de nos ressources et l'élargissement de nos préoccupations syndicales fatiguaient certains dirigeants, il ne faut pas oublier que les pouvoirs politique et économique étaient de leur côté aux abois face à la croissance de cette force syndicale qui n'hésitait pas à s'allier à d'autres centrales pour agrandir cette mise en commun des ressources de travailleurs organisés.

Personnellement je crois que ce qui a sauvé l'ensemble du mouvement, c'est la démocratisation et la participation accrues suscitées par les nouveaux mécanismes de fonctionnement mis en place par le congrès de 1968.

Ce sont les quelques secteurs où le cloisonnement était demeuré le plus étanche qui sont partis. Les autres membres, même là où une importante partie des cadres avait décidé de faire le saut avec les 3D, sont restés, malgré tout ce qui avait été combiné pour les convaincre de partir.

[25]

La démocratisation, la responsabilité collective

Depuis, nous avons fait davantage pour accroître l'expression des membres, pour encourager leur participation, pour les aider à mieux comprendre le système dans lequel nous vivons, pour que l'information circule encore plus dans le mouvement. Je pense donc que nos structures, si elles ne sont pas parfaites, évoluent quand même dans la bonne direction.

Il importe de regarder l'avenir dans cette perspective parce que, comme nous l'avons vu au cours des dernières années, la somme des problèmes que nous devons affronter augmente, et ces problèmes impliquent des secteurs toujours plus larges de la population.

Ce rapport vous propose une vie syndicale encore mieux organisée sur le plan démocratique, sur celui de la responsabilité collective des membres.

La démocratisation plus poussée que nous vivons dans les instances, et [26] que nous comptons développer davantage, doit absolument se retrouver dans toutes les structures syndicales, à partir des syndicats locaux. Trop souvent avons-nous vu des membres coupés de toute information en provenance de la centrale par des exécutifs qui n'avaient en tête que la consolidation de leurs pouvoirs.

Autrement, nous n'aurons pas cette force collective enracinée, appuyée sur le plus grand nombre possible de membres, condition essentielle à la solution des problèmes que les travailleurs organisés ont à affronter quotidiennement.

[27]

Vivre à notre goût

PREMIÈRE PARTIE. OÙ NOUS EN SOMMES

Chapitre 2

LES RELATIONS INTERSYNDICALES

[Retour à la table des matières](#)

[28]

Les trois centrales se rapprochent

Au cours des récentes années, et plus particulièrement depuis l'avènement du front commun des syndicats de la fonction publique, les trois organisations syndicales du Québec se sont rapprochées d'une manière très sensible quant à leur perception de la société et à leurs aspirations politiques.

L'étroite alliance qui cimenter maintenant le gouvernement en place, les grands intérêts capitalistes étrangers et le patronat québécois conduit irrésistiblement notre société vers une intégration nord-américaine qui ne peut qu'avoir des effets sur notre vie économique et culturelle, sur notre existence même.

Les travailleurs l'ont compris, et cela explique en partie le rapprochement marqué qui s'est dessiné depuis quelque temps. Cette prise de conscience s'est aussi effectuée à mesure que les travailleurs ont été à même de constater et de comprendre plus en détail les liens qui unissent le patronat, le pouvoir politique [29] local et les grandes sociétés étrangères.

Le pluralisme syndical

Sur le plan de la revendication syndicale sur les lieux de travail, les travailleurs québécois acceptent le pluralisme syndical dans un système de monopole de représentation au niveau des unités de négociations.

Cette situation, à ma connaissance, n'existe nulle part ailleurs ; elle tire son origine de l'histoire de la syndicalisation au Québec, histoire qui commence par la formation, d'une manière isolée, de syndicats autonomes mais qui est massivement touchée plus tard par l'entrée en scène du syndicalisme américain au Canada. Ce n'est que plus tard que

les travailleurs québécois ont constitué une centrale de syndicats autonomes et catholiques, la CTCC, devenue la CSN en 1960.

Certes, la naissance de formes organisées du syndicalisme québécois a été provoquée par une réaction à l'encontre d'unions qui étaient perçues comme étrangères. Mais la [30] croissance et la vitalité du syndicalisme québécois peuvent être directement attribuées à ses aspects pratiques pour les travailleurs dans l'élaboration d'une vie syndicale à l'intérieur des entreprises.

Quand je parle d'aspects pratiques, je parle du fait qu'une structure syndicale québécoise pense et parle dans la langue des travailleurs d'ici, a ses sièges sociaux ici et dépend d'elle-même pour ses finances.

La liberté du choix

Même si nous avons toujours insisté sur l'importance d'un syndicalisme québécois, où les travailleurs ne risquent pas d'être débordés par les opinions de l'extérieur, où ils peuvent avoir facilement accès aux ressources financières et aux services, notre attitude de principe a toujours été de respecter le libre choix des travailleurs.

Nous continuons toujours de prôner cette liberté de choisir le style de syndicalisme que les travailleurs jugent opportun de pratiquer face à leurs employeurs.

[31]

Cette attitude a permis aux travailleurs organisés du Québec, depuis déjà bien des années, de mener des actions communes au plan professionnel comme au plan des pressions politiques.

Depuis l'avènement de la négociation au niveau de certains grands secteurs, nous nous sommes efforcés de maintenir cette tradition, dans le respect des libertés de chacun.

Le pluralisme syndical québécois est une situation de fait. Chaque centrale fonctionne avec des structures qui lui sont propres.

À la CSN, nous y croyons

La CSN continue cependant de prôner une vie syndicale à l'intérieur de structures et d'unités qui sont contrôlées par les membres qui en font partie. La CSN continue de croire à la nécessité vitale d'un mouvement syndical entièrement contrôlé ici. D'autres ont le droit de penser que ce n'est pas vital, mais pour nous cela semble une condition [32] nécessaire à l'existence d'une vie syndicale authentique québécoise.

Si nous acceptons, d'une part, que des travailleurs croient que la formule américaine de syndicalisation est la meilleure, le progrès dans les relations intersyndicales au Québec dépend directement du respect par tous de la liberté des travailleurs de choisir la formule qui leur convient et dans les cadres qu'ils se sont donnés au cours des années. Toute atteinte à cette liberté est génératrice de conflits intersyndicaux.

Une question complexe

Chez beaucoup de travailleurs cependant, plus encore qu'au niveau des différentes structures, la lutte intersyndicale est devenue synonyme d'un gaspillage d'énergies qui seraient mieux utilisées dans la mise en commun des ressources pour la poursuite d'objectifs communs, tant au plan de la négociation qu'au plan politique.

Il ne faut pas se le cacher. Certaines situations provoquent chez plusieurs [33] militants des réactions qui font d'eux des irrécupérables sur le plan syndical. Ils décrochent. Le problème est complexe mais je pense que là comme ailleurs, nous devons élargir les bases de la discussion et de la participation. Autrement, les instances supérieures du mouvement risquent de prendre des décisions qui ne correspondent pas à la volonté de l'ensemble des membres. Nous nous opposerons toujours cependant à ce que des tiers soient appelés à trancher ces questions délicates. Toute formule préconisant que ce seraient d'autres personnes que les travailleurs directement concernés qui seraient appelés à décider à quelle centrale ces travailleurs veulent appartenir n'emportera jamais notre adhésion.

Tout le secteur des relations intersyndicales exige des ajustements au niveau de l'action. Nous en sommes encore à l'apprentissage dans ce domaine, même s'il y a des fronts communs depuis longtemps au Québec.

[34]

Axé sur le Québec

Comme porte-parole de notre mouvement, je ne peux qu'applaudir au désir évident des délégués syndicaux de toutes les centrales d'axer leurs bases d'action sur le Québec et de vouloir donner aux travailleurs d'ici plus d'autorité dans leurs affaires syndicales. Naturellement la CSN encourage et appuie cette évolution vers l'autonomie des travailleurs du Québec. C'est là le principe directeur de l'histoire syndicale de la CSN dans le contexte nord-américain.

Le principe qui sous-tend les structures particulières et l'action de la CSN est celui qui veut que le syndicalisme, pour être efficace, pour être relié à la réalité de l'homme au travail, doit être pratiqué à l'intérieur d'une organisation faite de manière à assurer l'autodétermination des travailleurs concernés.

Ce principe ne vient pas en contradiction avec la liberté des travailleurs de toutes les régions, de tous les pays, de s'autodéterminer dans leurs activités syndicales. Au contraire. [35] Nous donnons une forme concrète, chez-nous, à ce principe fondamental.

[36]

[37]

Vivre à notre goût

PREMIÈRE PARTIE. OÙ NOUS EN SOMMES

Chapitre 3

LE SYNDICALISME INTERNATIONAL

[Retour à la table des matières](#)

[38]

Nous avons osé regarder ailleurs

Nous avons, à la CSN, et aussi dans les autres centrales, tenté de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons. Nous avons provoqué la discussion et les débats publics.

Nous n'avons jamais prétendu avoir les réponses à tout, au contraire. Nous avons osé regarder ailleurs que dans le système d'exploitation capitaliste, pour trouver des réponses à nos problèmes. Et cela s'avère maintenant une heureuse chose. Pour certains, c'était impardonnable. Nous n'avions pas le droit, comme travailleurs, d'examiner ces questions. Il fallait que cela soit réservé seulement aux hommes d'affaires qui, de ce temps-ci, se promènent en Russie et en Chine.

Les obstacles qui se dressent face au mouvement de libération des travailleurs sont énormes.

Nos gens sont conditionnés mentalement par les mass media, par les artifices de la consommation, à réagir [39] comme des robots aux quatre volontés du système capitaliste d'exploitation.

Ce sont là des obstacles que le système érige à l'intérieur même de nos cerveaux.

Il y a aussi toutes ces extensions du système qui donnent priorité à l'esprit administratif, à la bureaucratie des gouvernements et des grandes entreprises.

*Notre problème :
défendre la place de l'homme*

Notre problème est de défendre la place de l'homme. Qui le fera, si nous n'y mettons pas le poids, si nous ne réussissons pas à surmonter les obstacles qui se dressent en nous et devant nous ?

Bien des gens ne croient plus tellement au salut collectif des Québécois. Ils décrochent et se cherchent une sorte de survivance individuelle. Mais il n'y a pas de survivance individuelle sauf dans la survivance collective, le salut collectif.

[40]

Dans cette démarche, nous héritons d'un rôle assez particulier sur le continent nord-américain. Mais dans l'évolution internationale des sociétés, nous nous retrouvons aux côtés de bien d'autres peuples qui émergent difficilement et lentement.

Notre démarche est cohérente. Nous sommes affiliés à la CMT qui regroupe 15 millions de membres recrutés sur tous les continents et qui, dans un contexte de non-alignement comme le bloc de plus en plus nombreux des pays qui se réclament de cette politique dans leurs relations avec l'étranger, luttent contre l'impérialisme et pour un socialisme respectueux des aspirations nationales.

Aussi, la CMT a-t-elle voulu au cours des récentes années se faire plus particulièrement un instrument d'expression valable pour les travailleurs des pays en voie de développement comme elle s'est ouverte aux travailleurs de certains pays industrialisés qui, pour des raisons d'ordre idéologique ou culturel, ne veulent pas se faire mouler dans une certaine forme de syndicalisme international, [41] qui charrie avec lui une forte dose culturelle en provenance de nations économiquement et politiquement puissantes et souverainement ambitieuses.

Une diversité de problèmes

Il y a donc, résultat direct de la nature même de notre organisation, une diversité assez grande de problèmes qui se présentent au sein même de la CMT, diversité qui serait cachée sous le grand manteau de l'uniformité dans d'autres centrales syndicales internationales.

Précisément à cause de l'accent que nous mettons à la CMT sur certains principes, on a quelquefois tendance à voir dans son action, plus de mots et d'idées "pieuses" que de gestes concrets.

Pourtant, si la CMT demeure sans protection directe ou indirecte de la part de grandes puissances, son rôle dans l'action concrète peut avoir une importance qui n'est pas négligeable, et qui pourra encore se perfectionner à condition que nous y mettions plus de réflexion et de décision.

[42]

Lors de la lutte historique des 200,000 employés de la fonction publique et parapublique du Québec, l'action de solidarité de la CMT a eu son poids et son importance.

Le Québec, la plus grande des dix provinces du Canada, dont l'étendue du territoire est trois fois celui de la France, est habité très majoritairement par des francophones qui luttent fièrement depuis des siècles pour préserver leur culture et leurs traditions, dans un pays et un continent à peu près totalement contrôlés par la structure économique-politique américaine.

Sans l'action retentissante de la CMT, dans ce grand conflit de travail, la cause des travailleurs québécois aurait eu peu d'impact sur le plan international et les Québécois, pour leur part, n'auraient pas eu l'occasion, comme cela s'est heureusement produit, de sentir l'existence d'une fraternité et d'une solidarité internationales. J'en ai conclu, quant à moi en tout cas, que nous devons rechercher à nous rapprocher, dans notre action régulière, des problèmes de [43] ceux qui, pour toutes sortes de raisons, peuvent difficilement se faire entendre, ou entendre à leur tour la voix de leurs frères travailleurs dans le monde.

Les besoins de l'homme, la démocratie, l'indépendance nationale

C'est une mission qui n'a peut-être pas d'éclat mondain particulier sur la scène internationale, mais c'est une mission humaine que nous, à la CMT, même au prix de bien des dérangements, nous devons poursuivre avec vigueur.

Peut-on bâtir, en dehors de toute domination étrangère, une société dont le moteur, au lieu du profit, serait les besoins de l'homme ; une société socialiste à l'écoute des classes populaires, donc démocratique, et en même temps gardienne de l'indépendance nationale ?

Car contrairement à ce qu'on peut croire, tout n'est pas figé sur la scène internationale ; les situations évoluent rapidement, et la CMT entend [44] bien apporter sa contribution au puissant mouvement de libération nationale et sociale qui ébranle aux quatre coins du monde les fondements de l'oppression. Dans le puissant concert des peuples qui animent ce mouvement, il y a une place pour le travailleur québécois et ce dernier doit l'occuper.

[45]

Vivre à notre goût

PREMIÈRE PARTIE. OÙ NOUS EN SOMMES

Chapitre 4

LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LES ÉLITES QUÉBÉCOISES

[Retour à la table des matières](#)

[46]

Des relations tendues

Les relations entre le mouvement syndical et la bourgeoisie québécoise sont devenues particulièrement tendues depuis quelques années.

Le fond du problème se situe, il me semble, dans le fait que les membres des divers secteurs du pouvoir, dans la société québécoise, sont toujours davantage liés par l'argent, par l'intérêt, au pouvoir anglo-américain et à son idéologie de libéralisme économique, alors que le mouvement syndical, de son côté, cherche non seulement à protéger ses membres contre l'exploitation au travail, mais, en plus, à promouvoir l'élaboration d'une conscience économique-politique chez les travailleurs québécois. En d'autres mots, la bourgeoisie exerce de moins en moins de pouvoir réel dans la société québécoise. Elle est davantage perçue comme un simple instrument de contrôle entre les mains des grands pouvoirs anglo-américains.

Nous fonctionnons à l'inverse

Inversement, le mouvement syndical québécois évolue vers une autonomie [47] québécoise toujours plus large, une cohérence plus marquée dans ses objectifs économiques et politiques, une volonté grandissante de prendre sa place dans la vie démocratique de la société.

La détérioration du pouvoir longtemps exercé sur la population par les élites a suscité dans la bourgeoisie une agressivité manifeste envers le mouvement syndical. On l'a vue se déchaîner en 1972 et 1973.

Le pouvoir de la bourgeoisie reposait autrefois sur des valeurs de fraternité et de fidélité entre Québécois. On avait toujours réussi à nous faire croire que la bourgeoisie québécoise était avec nous, qu'elle nous protégeait contre l'envahisseur étranger, contre les abus de l'extérieur. Tout cela est maintenant du passé. On n'y croit plus.

Mais contrairement à ce qui se dit dans certains milieux intellectuels, je ne crois pas que ces valeurs de fraternité et de fidélité soient disparues.

[48]

On raconte qu'il n'y a plus de valeurs, de forces d'unanimité pour redonner au Québec sa cohésion d'autrefois. On attribue cet état d'instabilité à la disparition du pouvoir religieux, à la dégringolade de la puissance des politiciens, à la mauvaise réputation du pouvoir judiciaire et des professionnels en général. Parce que le monde ne croyait plus aux institutions religieuses et politiques québécoises qui se prétendaient depuis des générations les gardiennes attitrées de nos valeurs, on en a conclu que le monde ne croyait plus en rien.

Les formes et les apparences sont tombées

Or, ce qui est tombé en désuétude, ce ne sont pas à mon avis les valeurs de fraternité et de fidélité chez les Québécois, mais plutôt les formes et les apparences que les bourgeois avaient données à ces valeurs.

Ce qui est disparu, ce ne sont pas les valeurs elles-mêmes, mais l'illusion que la bourgeoisie devait en être la seule gardienne.

[49]

Ces valeurs humaines qui ont marqué notre peuple ne sont pas disparues. Du domaine de l'illusion, elles sont passées dans la réalité des classes populaires, dans les organisations de travailleurs, dans de nouvelles organisations qui n'ont pas, comme les anciennes élites, l'intention d'abandonner l'activité économique aux étrangers, de se contenter d'une vie culturelle à saveur purement folklorique.

Au lieu de servir le peuple, la bourgeoisie s'est servie elle-même. Pour elle, fraternité, fidélité québécoises et survivance française n'étaient qu'autant de mots. Les groupes appelés à jouer un rôle administratif ou professionnel dans les entreprises ou les institutions québécoises et anglo-américaines ont été entraînés dans une situation ambivalente, tantôt présents aux activités patriotiques, tantôt complices de

la prise en pouvoir par les étrangers d'une ressource ou d'une entreprise de chez-nous.

De tristes farceurs

Combien de discours enflammés du 24 juin ont-ils été suivis le lendemain [50] de redditions dont nous souffrons encore en tant que peuple ? Les mêmes ciseaux servaient à l'inauguration des défilés patriotiques et à l'abandon aux étrangers de nos richesses collectives. Comment s'étonner dans ces conditions que le monde ne croie plus ces tristes farceurs ?

Dans un tel contexte de contradiction constante entre les déclarations ronflantes et la réalité quotidienne d'impuissance économique et politique qui a été le lot de notre bourgeoisie nationale, peut-on se surprendre de la vogue actuelle des valeurs individuelles par rapport aux valeurs collectives ?

Quand on a été incapable de pratiquer ce que l'on a prêché, on finit par prêcher ce que l'on a fait et ce qu'on a effectivement décidé de faire. C'est pourquoi aujourd'hui le parti au pouvoir ne masque même pas sa dépendance, allant même jusqu'à en vanter la nécessité.

Voilà où nous en sommes rendus actuellement dans les sphères des pouvoirs traditionnels du Québec. Le [51] grand pouvoir économique s'installe et dicte les grandes lignes de la conduite de nos affaires économiques et politiques. Notre bourgeoisie se charge d'en faire l'apologie.

Chacun administre ses affaires

Pendant ce temps chacun administre ses affaires. L'Église n'intervient plus publiquement dans les affaires de la société. Les universités, jadis foyers de grands débats, produisent leurs diplômés dans les divers domaines du savoir. Le pouvoir politique québécois ne parle plus qu'en terme d'administration au ras du sol, tout en perfectionnant sa machine policière de contrôle des foules et de surveillance des individus.

La valeur des mass media québécois se perd tranquillement dans la grisaille de la réclame (60 à 70% du contenu), de l'uniformité des sources d'information étrangères, de la concentration de la propriété entre quelques pouvoirs financiers, de la présence croissante des publications étrangères.

[52]

Il semble bien que pour nos élites traditionnelles, l'ère des grands débats politiques, économiques et sociaux soit révolue au Québec et que le temps soit venu de tirer le meilleur parti possible d'une situation qu'elles ne maîtrisent pas.

Attacher une telle exclusive aux mécanismes administratifs, à l'administration des choses, en haussant les épaules face aux problèmes quotidiens des hommes et des femmes n'est pas réaliste. C'est là une approche qui fait abstraction d'une bonne partie de la réalité ; elle est murée contre le brassage des idées qui se fait dans l'ensemble de la population et contre les problèmes et les aspirations des gens.

Il y a quelques années, la bourgeoisie, aux abois devant la montée du mouvement syndical et la liberté des débats qui s'y déroulent, se pourfendait en déclarations pour stigmatiser les dirigeants syndicaux qui ne représentaient pas ce qu'on appelait alors dans ces milieux "la majorité silencieuse" ; Parce qu'elle ne disposait d'aucun moyen de communication, [53] on aurait plutôt dû l'appeler "la majorité bâillonnée."

Mais le monde n'est pas muet

Depuis, bien des événements ont rendu cette expression démodée. Ce n'est pas que le mouvement syndical représente aujourd'hui plus qu'autrefois une majorité des travailleurs mais plutôt que dans les faits, la population n'est pas aussi silencieuse qu'on l'avait imaginé. Plusieurs conflits de travail, certaines explosions de colère populaire ont considérablement atténué chez les élites l'idée que le mouvement syndical flottait dans une tour d'ivoire, bien loin de la réalité des gens. On voit plus clair là-dedans maintenant.

On a parlé d'élites syndicales, de luttes de prestige. Je ne dis pas que le mouvement syndical n'a pas nourri dans son sein, à certaines époques, des élites syndicales. Je ne dis pas que le mouvement syndical n'a jamais eu de tendances élitistes, comme d'autres secteurs de la société québécoise ; mais je dis que le mouvement syndical est [54] arrivé à l'heure où il veut débattre toutes les questions qui intéressent les travailleurs, avec les travailleurs, et qu'il veut faire décider les choses par les travailleurs. Et cela énerve la bourgeoisie.

C'est là que se situe la cause de l'agressivité des élites vis-à-vis le mouvement syndical. Il n'y a jamais eu de grand débat dans la population sur les choix économiques et politiques. Nous a-t-on déjà consultés par exemple sur l'abandon au capital étranger de nos mines et de nos forêts ? Il semble maintenant que le débat soit amorcé sur une échelle plus vaste que par le passé et qu'il débordera les cadres du mouvement syndical.

En décider toujours davantage

Ce débat va se poursuivre. Cela me semble évident. La bourgeoisie cherche actuellement à se refaire une image, une force auprès du peuple. Mais il est trop tard. Le peuple s'instruit, le peuple s'informe. Les travailleurs ne lâcheront pas prise sur ce qu'ils ont acquis. Ils voudront en savoir plus [55] long. Et entre eux, comme des Québécois, ils voudront en décider toujours davantage.

[56]

Vivre à notre goût

PREMIÈRE PARTIE. OÙ NOUS EN SOMMES

Chapitre 5

LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LE POUVOIR

[Retour à la table des matières](#)

[57]

Une succursale de l'establishment américain

Il n'y a pas, à proprement parler, de véritable "establishment québécois". On ne trouve au Québec qu'une succursale de l'establishment américain. C'est une succursale en ce sens qu'il s'agit surtout d'un groupe d'hommes servant de courroie de transmission pour des décisions prises ailleurs.

L'establishment américain est un pouvoir sans visage, anonyme. Le grand public ne connaît pas les personnes qui contrôlent les décisions économiques dans le Québec. Il s'agit d'un pouvoir plus grand que le pouvoir politique tel qu'il est exercé actuellement.

M^e Jean-Réal Cardin, directeur du département des relations industrielles de l'université de Montréal, écrivait en 1966 :

*“Le Québec a été dans cette situation où les détenteurs anglo-américains du pouvoir économique, grâce au système capitaliste **imposé** et **importé** par l'industrialisation se [58] sont trouvés à détenir du même coup le pouvoir réel, lequel juridiquement et constitutionnellement était censé reposer dans les institutions gouvernementales électoralement contrôlées par l'ensemble de la population québécoise.”*

“Le pouvoir dans la société” cf. page 82.

M^e Cardin, à ce moment, croyait (ou peut-être n'était-ce qu'un espoir) comme bien d'autres intellectuels québécois que cette situation en 1966 évoluait à court terme en faveur d'un véritable pouvoir politique québécois. Il entrevoyait que le pouvoir politique réel serait remplacé “là où il doit être, c'est-à-dire entre les mains des pouvoirs publics, des institutions politiques” à certaines conditions.

Je crois bien qu'aujourd'hui personne n'entretient plus d'illusions sur l'orientation des régimes politiques depuis 1966. (En passant, je m'en voudrais de ne pas souligner ici le courage de Me Cardin qui, face au projet du bill 89, à l'emprisonnement des dirigeants syndicaux, n'a pas manqué de condamner publiquement la politique répressive du régime.)

[59]

Deux documents révélateurs

Deux documents qui datent de l'an dernier, le rapport "Fantus" et l'étude inédite du politicologue Pierre Fournier, de l'université du Québec à Montréal, ont prouvé ce que d'autres études ailleurs dans le monde ont déjà démontré : que le capital international ou les sociétés transnationales exploitent la main-d'œuvre et les ressources des pays où ils s'implantent en fonction de leurs intérêts économiques propres et imposent de plus en plus, là où il le peuvent, des lignes de conduite aux gouvernements locaux, sans égards aux populations, à leurs cultures et à leurs légitimes aspirations.

Le rapport Gray, publié par le gouvernement fédéral, parle de l'impact de ces sociétés financières sur la vie et l'avenir du Canada. Je l'ai mentionné dans mon rapport au congrès de 1972.

Plus récemment un groupe de personnalités chargées par l'Organisation des Nations-Unies d'étudier le développement économique s'est arrêté sur la question des super-sociétés [60] et a produit un document de base qui doit être repris en juillet prochain par le Conseil économique et social des Nations-Unies. On cherche à régulariser l'activité de ces nouvelles puissances qui, selon le rapport Gray et d'autres observateurs, menacent l'autorité politique des peuples.

Un record au Canada

D'après la commission tarifaire des États-Unis, citée par le journal "Le Monde", les sociétés transnationales d'origine américaine emploieraient en moyenne 20% de la main-d'œuvre industrielle et fourniraient 20% de la production industrielle dans l'ensemble formé par les sept pays examinés : le Canada, la Grande-Bretagne, la France, la République fédérale allemande, la Belgique, le Brésil et le Mexique.

"Le record du monde, écrit *Le Monde*, en citant les statistiques américaines, appartient au Canada, dont un tiers des activités sont détenus par des firmes étrangères dont les trois-quarts sont américaines et la plupart des autres britanniques."

[61]

Les proportions seraient sensiblement les mêmes pour le Québec.

Le rapport Raynauld, produit pour la commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, tout en omettant l'important secteur des mines et des forêts, cite des chiffres qui indiquent que 41.8% de toute la valeur ajoutée dans les secteurs manufacturiers est contrôlé par des intérêts étrangers.

Cela donne lieu à des situations incroyables. Ainsi, bien que le Québec soit le plus grand producteur d'amiante dans le monde, les Québécois sont obligés d'acheter des produits d'amiante importés ! Même phénomène pour le fer.

Le sociologue Guy Rocher, dans un essai récent, décrit le Québec comme devenant rapidement "une Louisiane du Nord, une étoile francophone attachée au drapeau américain... L'américanisation du Canada français n'est pas une menace, c'est un fait. Ce n'est pas pour demain, nous le vivons aujourd'hui." ¹

¹ "[*Le Québec en mutation*](#)", publié par Hurtubise HMH. Montréal 1973.

[62]

Un pouvoir politique qui échappe au peuple

Je cite ce texte pour souligner que la colonisation économique du Québec a des répercussions culturelles profondes. En raison des pressions exercées par le monde des affaires, et le professeur Fournier en a fait une démonstration implacable, le pouvoir politique, qui ne tient pas sa légitimité du peuple mais des forces d'argent, n'a jamais su nous doter d'une véritable politique linguistique, mettre l'énergie nécessaire à la promotion des activités et de la vie culturelle du Québec, à la prise en mains du vaste secteur des communications.

Et malgré ce que peuvent en dire MM. Bourassa et Cloutier, ils convaincront peu de francophones que leur salut collectif est assuré avec le projet de loi 22.

On découvre, au fond de cette impuissance, l'impuissance viscérale de la bourgeoisie, l'absence de volonté des élites traditionnelles de s'attaquer d'une manière responsable aux problèmes économiques.

[63]

On a cru naïvement à la puissance de notre bourgeoisie. On y a cru en 1936, quand les Québécois ont balayé Taschereau pour élire l'autonomiste, l'anti-trustard Duplessis. On y a cru en 1960 et en 1962 alors que Lesage avait convaincu la majorité de la population que le parti libéral nous rendrait maîtres chez-nous.

Les temps changent

Pour mieux mesurer toute l'ampleur de la lamentable faillite de nos élites politiques dans le secteur économique, on n'a qu'à relire un célèbre discours de Jean Lesage lors de la création, il y a dix ans, de la Société générale de financement, et le comparer aux appels à l'intégration nord-américaine de Robert Bourassa et de son ministre Guy St-Pierre.

“Le peuple du Québec, s'écriait Jean Lesage, n'a jamais eu l'occasion depuis 200 ans, de participer comme il aurait convenu, à la vie économique de sa province.

“Aujourd'hui que la population québécoise [64] a pris conscience d'elle-même, elle ne peut plus tolérer un tel état de choses.

“Le peuple québécois doit s'efforcer, s'il veut améliorer son niveau de vie, de trouver des solutions durables aux problèmes auxquels son économie a à faire face. C'est pourquoi il doit susciter la création de nouvelles industries et faire en sorte que, de plus en plus, la transformation des produits bruts puisse s'effectuer dans le Québec.”

Assemblée nationale, 22 juin 1962

Même si la SGF était un outil “mixte” de financement, du type qu'on rencontre dans un bon nombre de pays capitalistes, les gouvernements qui ont suivi ont tous entretenu de grandes réticences à son endroit.

D'où vient cette hostilité envers un mécanisme de financement public où les Québécois, toujours à l'intérieur du système capitaliste, auraient pu s'imposer dans des entreprises plus considérables, dans des secteurs de pointe où ils sont dangereusement absents ?

[65]

Un économiste de l'université Sir George Williams, M. Arthur Lemmer, attribue cette situation au “recul apparent” de l'intérêt public. Cela me semble une conclusion superficielle.

Le Conseil général de l'industrie

Je croirais plutôt que le dialogue secret qui a été engagé entre les représentants des plus importantes sociétés et institutions financières implantées au Québec et les représentants du gouvernement québécois, après l'élection du gouvernement Johnson, n'est pas étranger à cette attitude des hommes politiques.

Cela date de mars 1969, au moment de la création du Conseil général de l'industrie.

L'étude du professeur Pierre Fournier, publiée en octobre 1973, nous en apprend long sur la place prépondérante qu'occupe ce groupe de financiers ; cela nous convainc une fois pour toutes que le gouvernement québécois n'est pas seulement au service de ces grands capitalistes, [66] mais qu'il est surtout sous leur domination. Le secret le plus absolu règne dans ce milieu. Les dates de réunion, les sujets de discussion sont gardés secrets. Bourassa collabore. Un président de banque déclare : "Le gouvernement est très réceptif... Le CGI est très utile pour le monde des affaires et nous avons été contents de voir que Bourassa s'est embarqué à plein dans le CGI."

Le président du Conseil, M. Paul Ouimet, ancien conseiller juridique de l'Iron Ore, appelle souvent les financiers de la part du gouvernement, pour les consulter. C'est ce même M. Ouimet qui avait déclaré à un journaliste du Financial Post, lors d'une rencontre à New York entre le premier ministre et les plus grands capitalistes américains en mars 1971 : "That's all we're doing - selling Quebec". (Toute ce que nous faisons, c'est vendre le Québec. Est-il besoin d'ajouter que c'est aux grandes corporations transnationales ?)

Il me semble que la démonstration n'est plus à faire que le gouvernement québécois est tout simplement [67] écarté des principales décisions qui orientent notre vie économique. En dehors de taxer, de voir à ce que l'ordre soit maintenu et que les services soient dispensés, les gouvernements élus n'exercent aucun pouvoir réel sur les investissements. Ce sont au contraire les investisseurs qui ont un contrôle réel sur les gouvernements.

L'Assemblée nationale, bien sûr, a le dernier mot, juridiquement et constitutionnellement, mais le contenu de la législation qui est préparée à son intention relève du cabinet des ministres et ces derniers prennent conseil auprès des grandes entreprises.

Cela n'est pas nouveau, dira-t-on, et on aura raison de le souligner. Mais j'ai l'impression que c'est la première fois que nous avons en main des preuves abondantes.

Des politiciens comme Bourassa, St-Pierre, Garneau se croient importants en fonction du nombre de multimillionnaires et de présidents de compagnies transnationales qu'ils rencontrent. C'est en tout cas ce dont ils se glorifient le plus.

[68]

Au Japon

Un récent exemple nous en a été donné. Sous les auspices du Conseil général de l'industrie, qui est de fait le véritable gouvernement, le Québec organisait en mars 74 une conférence économique au Japon. Toutes les grandes corporations américaines et canadiennes étaient représentées et plusieurs centaines d'hommes d'affaires japonais y ont participé. Le ministre St-Pierre était là, bien sûr. Pour accorder des entrevues à Radio-Canada.

Voyez vous-même qui représente le Québec dans le programme tracé pour cette conférence :

- a) L'économie québécoise dans la perspective canadienne - orateur : N.E. Currie, Banque de Montréal ;
- b) La structure économique du Québec et ses possibilités - N.S. Takacsy, de Greenshields ;
- c) Politique et opportunité industrielle - Guy St-Pierre ;
- d) L'organisation japonaise des affaires dans la province et certains aspects fiscaux - James A. Robb, [69] de la société Stikeman, Elliott et Tamaki ;
- e) La Baie James et ses ressources - Fred Ernst, Société James Bay Corporation, - Robert Boyd - même société ;
- f) Le Saint-Laurent, portail de l'Amérique du Nord - R.W. Stedman, Société Howe International ;
- g) Seminars sur les marchés financiers du Québec, les institutions financières et bancaires, les investissements au Québec : - Le col. R.L. Houston, président Conseil des échanges commerciaux Canada-Japon ; - J. Boetschi, président Alcan Aluminium (Asia) Ltd. ; - Donald E. Armstrong, professeur de gestion Université McGill ; - MM. Currie et Takacsy ;

sont présidés par deux Québécois : -

Robert de Coster, sous-ministre de l'Industrie et du Commerce ; -
André Raynauld, président actuel du Conseil économique du Canada ;

- h) Les techniques, les exigences et les stimulants aux investissements étrangers au Québec - MM. Robb, [70] de Coster et Mitchell Klein, Société Phillips et Vineberg ;
- i) Ressources naturelles, produits forestiers et énergie - MM. Ernst, Edmond A. Lemieux de l'Hydro-Québec ; - MM. Boyd et W.I.M. Turner, de Consolidated Bathurst ;
- j) La navigation, les ports et les systèmes de transport - MM. Stedman, Jean Richer du CN ; - James Thom de la Société Montréal Shipping.

On peut voir, à la lecture de ce programme, en quoi consiste le pouvoir et le rôle des Québécois dans leur développement et dans la préparation de leur avenir.

Cela nous permet également d'évaluer l'importance de la soi-disant élite francophone du Québec et le rôle qu'elle est appelée à jouer entre le grand capital international et la masse de la population québécoise.

Il est évident qu'elle ne détient aucune autorité sur ce qui se passe ici.

Les grandes sociétés capitalistes, lorsqu'elles dominent une partie substantielle [71] de l'économie, supplantent à toutes fins pratiques les gouvernements élus.

Par la fabrication de leurs produits, par la vente de leurs produits, elles imposent leur culture, leur manière de vivre, et aussi de parler.

Effectivement, elles gouvernent.

Le "super-pouvoir"

En 1970, lorsque j'ai soulevé cette question du "super-pouvoir", nous n'avions pas de preuve concrète, de preuve documentée.

Nous avons depuis, grâce à une fuite, le rapport Fantus, et un document du professeur Pierre Fournier de l'UQAM.

Fantus est le nom d'une société américaine spécialisée dans la recherche pour le compte de gros clients, particulièrement en ce qui a trait à l'implantation de nouvelles entreprises.

Or, en l'occurrence, le gouvernement du Québec a demandé à Fantus de [72] lui faire le portrait de l'opinion des hommes d'affaires américains sur le Québec. Les comptes publics nous apprennent que cette étude nous a coûté \$93,000.

Question pour le Québec de mieux s'ajuster aux vœux et désirs de ces grands capitalistes dans le but de les intéresser, toujours en nombre plus grand, à implanter de nouvelles entreprises dans "la belle province".

On se rend compte, en lisant certaines parties du rapport, jusqu'à quel point l'establishment américain est raciste. Si le Québec n'a pas encore de vraie politique de la langue, cela est sans contredit le résultat des pressions du milieu des affaires. Si le gouvernement se montre intransigeant face au mouvement syndical, cela est aussi le résultat de pressions de la part des maîtres américains.

Certains extraits du rapport Fantus sont cités en appendice. Je vous recommande de les consulter.

[73]

Ce gouvernement ne s'en cache plus

Fidèle aux conseils formulés par la firme américaine, le gouvernement Bourassa a tenté de “mettre à sa place” le mouvement syndical. Ce que j’ai décrit antérieurement m’apparaît la conséquence directe de cette consultation. Il fut un temps au Québec où les gouvernements auraient au moins tenté de cacher où ils prenaient leurs conseils et leurs ordres. Ce gouvernement ne s’en cache plus. Dans son discours du Trône, le 14 mars dernier, le gouvernement Bourassa écrit en toutes lettres, de certaines initiatives, qu’elles sont prises “dans le cadre de l’opération Fantus...” Tant qu’à abandonner son destin aux étrangers, aussi bien y aller jusqu’au bout.

[74]

[75]

Vivre à notre goût

PREMIÈRE PARTIE. OÙ NOUS EN SOMMES

Chapitre 6

LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LE DÉVELOPPEMENT

[Retour à la table des matières](#)

[76]

Le devoir d'organiser nos vies

La classe ouvrière québécoise doit jouer un rôle important dans la détermination de l'avenir, ou d'autres le détermineront, et pour très longtemps.

Notre tâche est complexe. Nos idées ne sont pas encore arrêtées sur bien des questions et je dirais même que beaucoup de gens ne savent pas encore s'ils devraient au moins s'assurer de contrôler leur avenir ou plutôt se laisser piloter par d'autres.

Mais vous comprendrez que toute cette question restera en plan si nous n'y mettons la main avec la conviction que dans cette société, nous avons non seulement un droit, mais un devoir d'organiser nos vies, notre progrès et notre développement.

Prendre notre place

Dans une situation comme la nôtre, où les ressources et les usines n'appartiennent plus à une bourgeoisie nationale, mais à un établissement étranger, où la bourgeoisie nationale ne joue qu'un rôle de contremaître [77] francophone de la population, il importe d'abord, dans une première phase, de prendre la place qui nous revient.

Cela veut-il dire prendre la place qu'occupe actuellement la bourgeoisie nationale ?

Je ne crois pas que l'on puisse formuler notre objectif aussi simplement.

La bourgeoisie québécoise n'est pas une bourgeoisie propriétaire de ses moyens. Elle est surtout constituée de cadres, de sous-cadres, de bureaucrates de toutes sortes de professionnels.

C'est une classe qui a la confiance des grands propriétaires étrangers ; c'est elle qui applique les politiques des propriétaires ; c'est elle qui est chargée de guider et de surveiller la population dans les "bonnes voies" choisies par les étrangers.

En tant que classe, elle est largement dépendante des volontés des étrangers de qui elle détient ses pouvoirs administratifs ou bureaucratiques.

[78]

Devront-ils céder la place ?

La question qui se pose pour les représentants de cette classe est la suivante : Peuvent-ils espérer jouer indéfiniment leur rôle actuel ou devront-ils céder leur place aux étrangers, qui prendront directement en main leurs affaires dans le Québec ?

En pays étranger, les Américains ont systématiquement pratiqué une politique d'intégration des bourgeoisies nationales aux objectifs de la société industrielle américaine, laissant à celles-ci la tâche de faire marcher la population ouvrière par la force, grâce à l'armée et à la police.

Cette politique étrangère permet le développement capitaliste dans un climat de "paix" relative mais n'a pas manqué de diviser les peuples colonisés, élevant les uns contre les autres les diverses couches de la société.

Les bourgeoisies nationales ont deux armes : la politique des pays (règle générale, elles contrôlent les partis politiques avec les finances des grandes [79] sociétés) et la gérance des industries et des services publics.

Dans le maniement de ces deux moyens de contrôle elles sont coincées entre l'arbre et l'écorce. C'est-à-dire entre la puissance et la volonté étrangère et la volonté et la puissance des couches populaires qui ont leur culture, leurs aspirations propres.

Des ajustements entre ces forces se font et continueront de se faire.

Mais nous ne sommes pas seuls

Il ne faut pas oublier qu'il y a en Amérique et ailleurs beaucoup de choses qui se passent et qui favorisent notre libération en tant que travailleurs. Nous ne sommes pas seuls dans ce grand combat.

Jusqu'en Colombie Britannique, en Saskatchewan, au Manitoba, les citoyens réussissent à se débarrasser des gouvernements, des partis de la haute finance et installent des partis plus près de la population, des partis qui ne craignent pas de mettre l'accent sur les besoins de la population. [80] Cela force les grandes corporations à faire de nouveaux ajustements.

On dira, dans certains milieux que ce n'est pas assez.

Il faut, à mon avis, en portant des jugements, bien examiner les faits.

Personne ici, j'en suis sûr, n'est contre le développement. Personne ne prétend qu'il faille fermer les usines. Que nous ayons dit dans des documents d'étude : voici qui est propriétaire, voici comment telle industrie fonctionne, voici les profits, voici la part des travailleurs du Québec, ne signifie pas que nous nous opposons au développement industriel. Lorsque nous disons : telle industrie devrait être nationalisée, cela ne veut pas dire que nous voulons bloquer cette industrie.

Dire que le monde du travail est celui qui est le plus objectivement relié à la vie de l'entreprise, comme le démontrent les luttes des travailleurs pour maintenir des industries dont les propriétaires avaient décidé la fermeture, ne signifie [81] pas que les travailleurs ne sont pas intéressés à l'évolution du développement.

Notre état de dépendance

Les documents économiques qui ont été publiés par la CSN, "Il n'y a pas d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel" et "Ne comptons que sur nos propres moyens", n'ont jamais prétendu que nous vivions en territoire sous-développé, comme le laissaient entendre certains journaux, politiciens et associations patronales.

Ces documents ont souligné notre état de dépendance. Ce n'est pas la même chose que le sous-développement.

Par le développement étranger, le Québec est en fait un territoire hautement industrialisé. Le Québec n'est pas, industriellement parlant, une région retardataire.

Montréal est, en gros, à la même heure économique que New York, Chicago ou Toronto et sa situation correspond à celle des grandes villes américaines.

[82]

Ce n'est pas de sous-développement qu'il faut parler au Québec, mais de développement distordu, de structures économiques exportées par d'autres, pour les besoins de la machine économique continentale américaine.

Le développement du Québec n'est qu'une des multiples opérations des capitalistes américains.

Il ne faut pas s'étonner du fait que les Américains ne s'intéressent pas à l'édification d'une société industrielle québécoise dont l'objectif premier serait le bien-être de la population du Québec. Ils ne croient même pas à la nécessité première de voir au bien-être des travailleurs américains.

Comme toutes les bourgeoisies nationales

Ce qui a été étonnant, à première vue, fut de découvrir que notre petite bourgeoisie locale n'était pas intéressée à bâtir une société industrielle axée sur les intérêts de la population québécoise mais sur ses intérêts de classe. Comme l'histoire [83] nous l'enseigne, c'est ainsi que se comportent les bourgeoisies nationales dans les pays économiquement colonisés.

Les questions vitales pour la masse des travailleurs ont été laissées en plan : inégalité du développement (régions pauvres), salaires insuffisants, conditions de travail inhumaines, insécurité d'emploi, chômage, hausse effrénée des prix, fermetures d'usines, logements inadéquats, aucune politique culturelle et sportive à la disposition de la masse

de la population, aucune gratuité scolaire en deçà du collégial et barrières de toutes sortes pour garder les enfants des travailleurs dans les fonctions habituelles de cette classe.

Ce sont là précisément les questions qui nous touchent directement, nous du monde du travail.

C'est pourquoi le mouvement syndical ne peut absolument pas être le témoin indifférent de la condition réservée aux travailleurs dans ce système d'exploitation.

[84]

La parole aux travailleurs

Un des éléments fondamentaux de toute société moderne est la connaissance de la structure industrielle, et l'élaboration d'une stratégie industrielle, c'est-à-dire l'identification des faits et le choix des secteurs sur lesquels l'accent doit être mis.

On ne peut s'attendre, à moins d'être bien naïfs, que d'autres que nous s'occuperont de ces questions. Pourquoi ? C'est que ce sont les travailleurs, et eux seulement, qui subissent les conséquences injustes du développement téléguidé de l'extérieur, sanctionné par les lois du régime en place.

Comme la démocratie des partis traditionnels n'est qu'une immense façade, que la population n'a tout simplement rien à dire dans tout cela, il me semble évident que le champ est libre pour engager la discussion avec l'ensemble de la population.

Une véritable stratégie industrielle québécoise ne peut s'élaborer que [85] dans une conception vraiment démocratique du fonctionnement de la société, c'est-à-dire dans la discussion, à partir de données sérieuses, des priorités que veulent se donner les travailleurs québécois.

Nos priorités seraient-elles les mêmes ?

Si personne d'autre, et c'est là la réalité, ne veut établir une stratégie québécoise de développement, nous sommes dans une situation excellente pour tenter d'en établir une en fonction des intérêts communs des Québécois.

Nos priorités seraient-elles celles des propriétaires, des capitalistes américains ou anglo-américains ? J'estime que si nous ouvrons un débat sur cette question, nous en arriverons à des priorités collectives fort différentes.

Mais, dans le temps présent, et à court terme, nos priorités de développement sont exportées au Québec. Nos vies y sont subordonnées. Nos besoins y sont coordonnés. Le [86] parti au pouvoir y ajoute son poids moral et légal. Notre éducation pourvoit aux disciplines dont le système a besoin. Et la télévision vient nous faire voir comment cela est très beau... en couleur.

C'est pourquoi, chaque fois que nous osons parler d'objectifs de développement différents de ceux poursuivis, nous apparaissions, à ceux qui ont accepté l'idéologie capitaliste étrangère d'exploitation, comme des malvenus, des gens qui vivent dans les nuages, des étrangers dans notre propre pays, alors que ce sont justement eux qui sont vendus aux étrangers, à la culture étrangère et à la langue étrangère.

Je sais bien que lorsque le mouvement syndical tente de formuler des objectifs de développement différents de ceux qui ont cours actuellement, cela fait sursauter non seulement la bourgeoisie mais beaucoup de travailleurs.

Du temps, de l'argent

Si beaucoup de travailleurs ont de telles réactions, cela n'est-il pas [87] dû au fait qu'en dehors de travailler de longues heures et de voir aux besoins de leurs familles, ils n'ont tout simplement ni le temps, ni l'occasion de s'occuper du développement de la société. La seule classe qui se donne du temps et de l'argent pour s'occuper des affaires de la société est la classe bourgeoise.

Comment voulez-vous que la masse des travailleurs s'occupe de ces questions quand elle n'a ni le temps, ni les congés, ni l'argent, ni l'information, pour voir aux affaires de la société ?

Si nous travaillons à briser le cercle astreignant des conditions de travail, nous aurons alors des nouvelles conditions qui nous permettront de voir qu'un système de développement, cela peut exister pour produire des biens et des services pour notre population.

On a atteint les limites

Nos voisins américains, ayant ravagé leurs propres forêts, n'ayant pas l'intention d'arrêter leur cavalcade, sont [88] arrivés ici en disant : voyez ces immenses forêts, voyez ces immenses rivières, voyez ces grandes richesses en amiante, en fer ! Ils n'ont pas hésité. Ces grands prédicateurs de l'égalité des hommes, de la démocratie, n'ont pas dit : il faudrait consulter, il faudrait discuter. Ils ont acheté quelques têtes d'affiche et le reste a suivi.

Or il apparaît aujourd'hui, ici comme ailleurs, que certaines limites soient atteintes ; il n'est plus aussi facile de s'emparer des richesses des autres. Au surplus, le gâchis interne américain : pauvreté, pénurie de ressources, pollution, corruption politique du haut en bas - semble si énorme que la clique au pouvoir doit maintenant se tourner vers les problèmes d'aménagement, d'organisation de la vie.

La grande cavalcade semble être bloquée, ou ralentie, sur tous les fronts.

De nouvelles valeurs

Des valeurs longtemps oubliées en Amérique semblent vouloir revenir à la surface.

[89]

Le Club de Rome, qui est un club de multimillionnaires, s'interroge. Le rapport de l'agence canadienne de développement international (ACDI) parle de la volonté des peuples de reprendre le contrôle des denrées alimentaires et énergétiques. Le président des États-Unis parle de la nécessité pour les Américains de trouver de nouvelles technologies qui leur permettront éventuellement de vivre à même leurs seules ressources.

Tous ces développements récents commencent à faire comprendre les abus, les vrais coûts d'une exploitation dévergondée et commencent aussi à nous faire voir la pauvreté de l'idéologie américaine.

Que nous le voulions ou non, nous sommes impliqués dans ce débat.

C'était sans doute une grave erreur que de laisser le système de production capitaliste nous imposer n'importe quoi. Car lorsque l'air que l'on respire dans certaines villes industrielles devient irrespirable, ou lorsqu'il devient difficile de se nourrir [90] ou de se chauffer, les gens commencent à comprendre qu'ils sont peut-être ceux qui font les frais de ce développement sauvage.

Cela importe beaucoup, notre avenir en dépend

Dans les années qui viennent, étant donné que l'accent portera de plus en plus sur l'aménagement des ressources, sur l'aménagement de la vie, ne pouvons-nous pas voir ensemble quelles sont nos propres priorités pour l'avenir ? Doit-on, aujourd'hui encore, permettre à d'autres de décider comment nous allons nous nourrir, nous vêtir, nous chauffer ? N'avons-nous rien à dire, encore une fois, pour les prochaines générations ?

Il semble que cela importe beaucoup, que notre avenir en dépend et que ce grand débat doit être amorcé dans la population.

Comme mouvement syndical nous ne pouvons être absent dans l'élaboration des lignes de force de ce nouvel alignement.

[91]

Vivre à notre goût

Deuxième partie

POUR AMÉLIORER NOS VIES : DES DROITS

[Retour à la table des matières](#)

[92]

Connaître pour mieux transformer

Avant d'aborder cette partie du rapport qui vous propose une série d'actions concrètes visant à agrandir le champ du pouvoir des travailleurs, je tenais à ce que nous fassions ce tour d'horizon. Car la connaissance de l'ennemi, de sa façon de fonctionner, m'apparait comme la condition première de toute entreprise de transformation complète de la société que nous connaissons.

Nous savons mieux maintenant qui sont les maîtres. Plusieurs ont eu l'occasion de réfléchir en profondeur sur les liens qui unissent entre eux les différents pouvoirs dans cette vaste conspiration d'où le peuple sort régulièrement perdant. Il nous faut continuer à travailler dans ce sens, pour que les différents pouvoirs comprennent que nous sommes de plus en plus nombreux à voir clair dans leurs jeux et dans leurs combines. La mobilisation de la population, et tout d'abord de nos membres et des travailleurs organisés, est indispensable si nous voulons dans un premier temps influencer les décisions [93] de ceux qui manipulent les cordes du pouvoir et, dans un deuxième temps, transformer en profondeur et à notre avantage les rapports dans notre société.

L'action syndicale

La proposition que je veux vous faire à ce stade-ci concerne notre action syndicale et la possibilité de lui donner une portée plus générale au niveau des objectifs, mais aussi une portée plus concrète dans la réalité de l'action. Elle découle des efforts que nous avons faits depuis des années pour forger ensemble un idéal qui nous est commun, une vision de la société québécoise, une société qui s'appartiendrait en tout ce qui a trait à son existence et qui, à titre de société humaine en droit d'exister pour ses fins propres, appartiendrait aussi à l'homme en

contribuant à promouvoir partout la cause de son avancement dans la liberté. Dans cette perspective, il m'apparaît essentiel que le mouvement syndical revoie tout son arsenal de négociation pour obtenir le maximum de coordination dans son action, pour que des objectifs d'une [94] portée plus vaste soient atteints.

Dès à présent, s'ajuster

Un débat politique de fond est engagé au Québec et il est à prévoir qu'il se poursuivra ; l'action syndicale ne doit pas se placer dans une situation où elle serait à la remorque. Si nous voulons être prêts, nous devons commencer à nous ajuster dès à présent.

Éminemment politique

Il est essentiel que le mouvement syndical soit mieux équipé s'il veut poursuivre avec bonheur le combat global qu'il a entrepris. Dans la conjoncture actuelle, cela revêt un caractère éminemment politique.

Nous verrons ensemble les propositions que je vous fais pour que nous travaillions à bâtir un modèle concret de régime de travail. Si nous acceptons de le faire, c'est que nous aurons décidé de changer d'une façon encore plus rigoureuse l'ordre des choses ; nous aurons décidé de transformer les réalités du pouvoir dans l'entreprise ou le service ; nous [95] aurons décidé qu'en tant que classe ouvrière, nous entreprenons un combat à finir pour que les travailleurs accèdent à un contrôle toujours plus efficace de la conduite de leur destinée.

De la rigueur

Au fur et à mesure des luttes, nous bâtissons, nous progressons suivant les événements. Trop souvent cependant, les terrains de lutte nous sont imposés par d'autres ou par les événements. Nous ne contrôlons pas assez nos outils. L'éparpillement nous guette si nous ne sommes

pas conscients que les différents combats qui se mènent sur tout le territoire s'inscrivent à l'intérieur d'un grand projet politique de transformation radicale de la société capitaliste.

Nous savons, bien sûr, que cette société nous la voulons socialiste, mais nous oublions trop souvent que c'est aujourd'hui qu'il faut commencer à la bâtir. Des énergies se gaspillent quelquefois, des prises de conscience s'opèrent dans des batailles syndicales et ne conduisent à rien parfois [96] parce que, justement, nous avons oublié de proposer aux travailleurs une vision d'ensemble.

Ce que je vous propose signifie un changement radical de nos habitudes de négociation et d'application des conventions collectives. Happés par la quotidienneté des combats syndicaux, les différents groupes qui luttent en viennent quelquefois à porter des œillères qui les empêchent de voir dans quel mouvement d'ensemble se situent les batailles souvent héroïques qu'ils mènent. Le nez collé à la vitre, ils ne voient pas que ce qu'ils font est directement relié à la vaste entreprise de la libération de l'homme.

C'est notre devoir, il me semble, de donner aux luttes des travailleurs leur signification la plus profonde. C'est avec une grande rigueur qu'il faut le faire.

Un pas en avant

Pour moi, travailler à l'édification d'un modèle concret de régime de travail dont les principes rejoindraient les aspirations les plus profondes [97] d'un plus grand nombre de travailleurs, sur un plus grand nombre d'aspects de leur vie, c'est un pas en avant. Et ceux qui, à l'intérieur et à l'extérieur, commenceraient à se frotter les mains d'aise en pensant que je propose un retour à un syndicalisme d'affaires un peu plus évolué doivent déchanter.

Le pouvoir revêt de multiples formes et les endroits où il s'exerce sont nombreux. Les classes dirigeantes contrôlent presque tout ce qui touche notre vie, même la plus intime. Je vous propose donc de contester de façon vigoureuse le pouvoir là où il s'exerce le plus près de nous, au travail.

C'est à dessein, et pour plusieurs raisons, que je vous propose ce terrain de lutte. C'est celui que nous connaissons le mieux. C'est celui où, depuis des dizaines d'années, les travailleurs ont commencé d'une façon la plupart du temps isolée, usine par usine, bureau par bureau, institution par institution, à acquérir une certaine forme de pouvoir. C'est aussi sur ce terrain que la majorité [98] peut prendre conscience de sa force et faire l'expérience de la victoire, ce qui est important dans la réussite d'un projet aussi vaste que le nôtre.

Nous pouvons forcer le destin

Comme vous le savez, je n'ai jamais cru à l'avènement, par je ne sais quelle opération tenant du miracle, de ce que certains appellent "le grand soir". Mais je crois fermement que nous pourrions collectivement forcer le destin si nous marquons des points là où nous avons le plus de chances de compter.

Le mouvement syndical québécois est en position, plus en tout cas qu'il ne l'a jamais été dans le passé, de s'attaquer à la négociation de conditions de travail mettant en place des principes qui permettront de donner à l'évolution politique en cours un sens concret.

Place aux travailleurs

Toute approche globale d'un régime de travail modèle exige cependant que les travailleurs identifient eux-mêmes ces principes sur lesquels [99] leur vie à l'usine, au bureau ou dans les services sera axée.

Nous avons déjà, au cours des semaines précédant ce congrès, soumis ces propositions à des centaines de membres dans toutes les régions de la province. Mais ce n'est pas suffisant. Cela veut dire qu'il vous faudra aller rencontrer les hommes et les femmes de chaque usine, de chaque atelier, de chaque mine, de chaque commerce, de chacune des régions et de chacune des fédérations. Cela veut dire que chaque syndicat aura à examiner ces propositions en terme de principes à instaurer dans sa vie de travail. Il faut prendre les moyens pour que ce rapport se transforme en instrument d'action ; il nous faut dès à présent mettre au

point un plan qui contiendrait les premiers jalons d'une mise en application systématique dans le mouvement.

Dans une entreprise de cette envergure, seule l'expression directe des membres peut donner au mouvement syndical une vision concrète et réaliste des principes à instaurer dans [100] un régime de travail modèle, de même qu'une volonté collective suffisamment lucide et décidée pour entreprendre la conquête d'un ou plusieurs de ces principes à l'échelle d'un ou plusieurs secteurs.

Nous devrions être stricts sur ce point. J'ai parlé déjà dans ce rapport des efforts que nous avons mis pour étendre la portée des discussions, pour agrandir le champ de la participation, pour donner un sens plus profond à notre vie démocratique.

Il faut rejoindre le monde

Mais cela ne veut pas dire que dans le passé nous avons nécessairement rejoint l'assemblée générale de chaque syndicat.

Chaque fois que nous prenons, dans les instances de la centrale, des orientations que nous estimons importantes, il faut rejoindre l'assemblée générale de chaque syndicat. Il ne faut pas seulement s'entendre entre délégués ; il faut corriger cette faiblesse qui consiste à ne pas constamment impliquer, dans le processus [101] d'analyse et de décision, chaque groupe de travailleurs siégeant en assemblée générale.

[102]

[103]

Vivre à notre goût

DEUXIÈME PARTIE.

POUR AMÉLIORER NOS VIES : DES DROITS

Chapitre 7

RÉGIME DE TRAVAIL MODÈLE

[Retour à la table des matières](#)

[104]

Pour une société à notre goût

Voici, syndiqués, ce que je vous propose comme un régime de travail modèle et que je vous invite à travailler à implanter dans chacun de vos syndicats. Le jour où tous ces droits seront acquis pour la grande majorité des travailleurs, ce jour-là, la société ne sera plus la même. Nous aurons fait un bon bout de chemin dans la réalisation d'une société à l'image de ce que nous voulons qu'elle soit, où nous pourrions encore mieux vivre à notre goût.

Vous trouverez d'abord une liste de droits qui touchent directement le travailleur, et cela prend plusieurs formes, du salaire décent au droit au français.

Une proposition veut enfin instaurer une véritable égalité entre l'homme et la femme.

[105]

Droits des travailleurs

- Droit au travail
- Droit à la syndicalisation
- Droit à la liberté syndicale
- Droit à la négociation et à la grève
- Droit à la participation à la vie syndicale
- Droit à l'information
- Droit des travailleurs immigrants

Droit à la qualité de la vie

- Droit au salaire décent
- Droit au français
- Droit à la sécurité et à des conditions humaines
- Droit à des heures et des horaires convenables
- Droits sociaux

Droit des femmes à l'égalité

[106]

Vivre à notre goût

DEUXIÈME PARTIE.

POUR AMÉLIORER NOS VIES : DES DROITS

Chapitre 8

DROITS DES TRAVAILLEURS

Droit au travail

[Retour à la table des matières](#)

Dans mon rapport de 1970, j'avais écrit que si c'était un crime de priver quelqu'un de travail, comme ce l'est de priver quelqu'un de sa vie, les gouvernements prendraient tous les moyens nécessaires pour assurer le plein emploi. J'ajoutais aussi qu'ils ne se contenteraient pas d'atténuer les effets ou de dédommager les victimes du libre jeu des forces économiques.

Or, depuis quatre ans, la situation a continué de se détériorer et nos gouvernements continuent de considérer comme normal un taux de chômage qui dépasse 8 pour cent de la main-d'œuvre. En mars 1974, 218,000 Québécois ne pouvaient gagner leur vie et devaient compter sur l'assurance-chômage et le bien-être social pour subsister.

[107]

Le capitalisme sauvage

Le capitalisme continue pourtant de se développer d'une façon sauvage au Québec et c'est le monde ordinaire qui est toujours la première victime de ce fonctionnement désordonné. En 1971, 23,804 travailleurs, dans 316 établissements, ont été victimes de licenciements collectifs suite à des fermetures d'usines. Même agrémenté de hausses de prestations de chômage et de cours de recyclage, le système capitaliste, qui recherche le profit et la croissance à tout prix, demeure aussi inhumain qu'autrefois. Nous l'avons déjà dénoncé. Ce système, multipliant les allocations de recyclage de la main-d'œuvre accompagnées de toute une variété d'allocations sociales, a pour résultat de transformer de larges secteurs de la population active québécoise en assistés-sociaux-con-sommateurs.

Un cri

Ce principe du droit au travail pour tous n'est que le cri formulé par tous les êtres humains qui ressentent le besoin d'accomplir un travail [108] utile et intéressant dans la société. Quoiqu'on dise, rares sont les personnes qui se satisfont de l'état de larve entretenue qui est leur lot quand, depuis des années, elles doivent compter sur la société pour leur subsistance et celle de leurs familles.

Tous comprendront que le principe du droit au travail n'est pas né chez les riches qui vivent des profits tirés des actions ou autres valeurs qu'ils détiennent.

C'est plutôt à l'intérieur de la classe ouvrière qu'on retrouve l'origine de ce principe. Cela s'est traduit, dans l'histoire syndicale, par des luttes importantes livrées par des groupes de travailleurs organisés pour obtenir une certaine sécurité d'emploi.

Il ne faut pas se surprendre que des groupes de salariés se soient donné des mécanismes très rigides pour protéger leur emploi et garantir

leur sécurité par des régimes d'ateliers fermés ou de bureaux de placement exclusifs par exemple.

[109]

Ce sont cependant des formules qui datent déjà. Elles sont trop restrictives, trop exclusives pour pouvoir déboucher sur une politique de droit universel au travail. Il faut non seulement que quelques groupes spécialisés se protègent mais que de larges secteurs, indépendamment des affiliations syndicales, se protègent.

Un pas important a été franchi dans ce sens lors des négociations du Front commun en 1972. Ce n'est que par des négociations impliquant des groupes toujours plus importants que les luttes pour la sécurité d'emploi déboucheront sur une véritable politique d'emploi et, éventuellement, sur une politique du droit universel au travail. Ce que je dis ici ne minimise en rien l'importance de chaque lutte de groupes plus restreints. Au contraire, chaque gain contribue à la réalisation d'un ensemble.

Les formules trouvées sont loin d'être parfaites. Elles ne peuvent l'être tant et aussi longtemps que l'État ne pourra planifier le développement économique et l'administration des services en tenant compte, d'abord et avant tout, des aspirations et des [110] droits fondamentaux des êtres humains. Avec ce qu'on vient de voir sur la façon dont se fait le développement industriel du Québec, on comprendra que ce jour n'est pas encore arrivé dans notre société capitaliste.

Sait-on, par exemple, que si seulement 10 pour cent de toute l'amiante extraite de notre sol et transformée ailleurs était plutôt transformée ici, au Québec, cela créerait autant d'emplois qu'on en compte actuellement pour la phase de l'extraction, soit environ 6,000 ?

C'est, bien sûr, une vocation propre aux pays colonisés que de fournir les matières premières aux pays plus riches. On voit cependant quelle sorte de développement distordu cette domination entraîne.

Un problème immédiat

Le problème immédiat n'est donc pas surtout l'imperfection des formules de sécurité d'emploi qui ont été négociées mais le fait que ces formules ne protègent qu'un nombre trop restreint de travailleurs.

[111]

Je ne veux pas insinuer que les différentes formules de sécurité d'emploi constituent "le droit universel au travail" ; j'affirme par contre qu'elles sont un début, qu'elles véhiculent la notion de droit au travail. Notre tâche immédiate consiste à élargir le plus rapidement possible à d'autres secteurs du monde du travail ces formules de sécurité d'emploi. Personne ne va nous donner sur un plateau le droit universel au travail.

Je m'en tiens pour le moment à la réalité que nous vivons et aux gains que nous pouvons obtenir, si partiels soient-ils, dans les entreprises et dans les services.

Rien n'est statique

L'expérience de tous les jours nous enseigne que rien n'est statique dans notre société. Ce qui semble acquis est remis en question l'année suivante. La seule voie d'assurer la survie et l'amélioration d'une certaine forme de sécurité d'emploi, c'est d'aider les groupes qui ne bénéficient pas encore de ces mécanismes de protection à les obtenir.

[112]

Si elle ne s'étend pas largement, si elle ne s'enracine pas dans de larges secteurs, la sécurité d'emploi sera battue en brèche, ou encore limitée à quelques groupes plus forts ; mais il sera alors impossible de songer à l'éclosion d'une véritable politique de droit universel au travail.

Droit à la syndicalisation

Taux de syndicalisation : 40%

La législation accorde aux travailleurs le droit de se syndiquer. Mais même si le Québec est l'endroit en Amérique du Nord où le taux de syndicalisation est le plus élevé, seulement 40 pour cent de toute la population active est organisée à l'intérieur de syndicats.

Est-ce dû, comme se plaisent à le dire certains bien pensants, à ce que les centrales syndicales ne recherchent que les gros syndicats payants, abandonnant à leur sort les travailleurs les plus démunis sous prétexte [113] qu'ils n'amèneraient pas assez d'argent dans les caisses ?

Une compilation établie en 1970 démolit cet argument quand on constate qu'à la CSN par exemple, 21 pour cent des syndicats ont moins de 25 membres, 59 pour cent ont moins de 100 membres et 78 pour cent ont moins de 200 membres.

Aujourd'hui 572 des 1,170 syndicats regroupés dans la CSN comptent moins de 50 membres. Il est donc injuste de dire que nous ne recherchons que les groupes nombreux.

La réalité est tout autre

La réalité est tout autre. Les travailleurs ont le droit de se syndiquer mais tous les jours, des travailleurs sont congédiés pour avoir voulu fonder un syndicat. Ainsi, le Fonds de défense professionnelle de la CSN a versé plus de \$71,000 durant les 21 derniers mois pour venir au secours de 360 travailleurs congédiés pour activités syndicales.

Combien de tentatives d'organisation échouent quand l'employeur congédie [114] la totalité de ses employés ? Ne gagnant guère plus que le salaire minimum, ces employés n'ont pas les moyens, avec les lenteurs juridiques, d'attendre d'avoir raison deux ans plus tard. Ils en sont quittes pour essayer de se trouver de l'ouvrage ailleurs.

Il nous faut revendiquer certains changements au Code du Travail. Une disposition prévoyant qu'un employeur ne peut congédier un

employé en période d'organisation syndicale, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation du Commissaire enquêteur ou du Conseil canadien des relations du travail s'il s'agit d'un cas de juridiction fédérale, faciliterait grandement l'accession au syndicalisme

Il faudra aussi lutter pour que des mécanismes différents d'accréditation et de négociation remplacent, dans certains secteurs, la façon actuelle de fonctionner. Le syndicat de l'alimentation de Montréal, entre autres, doit signer plus de 700 conventions à chaque renouvellement de contrat. C'est une situation absurde.

[115]

La multiplicité des petits employeurs et le pouvoir exorbitant dont ils jouissent sur quelques personnes est aussi une entrave à la syndicalisation. Nous avons déjà parlé de la négociation et de la syndicalisation sectorielles ; le débat sur cette question n'est pas épuisé. Il reprendra d'ici peu lorsque l'Institut de recherche appliquée sur le travail (IRAT) remettra le vaste projet en cours de réalisation sur cette question.

Une situation insoluble ?

Comme la législation actuelle rend quasiment impossible l'exercice du droit d'association à une foule de travailleurs, surtout parmi les catégories mal rémunérées, la situation peut paraître insoluble à première vue.

Ne sommes-nous cependant pas tous portés à oublier que la législation du travail n'a été que l'aboutissement de luttes qui ont été livrées alors que les lois du travail n'existaient même pas ? Souvent, ces luttes allaient même à l'encontre de certaines dispositions du droit civil qui [116] sont en contradiction avec les droits collectifs des travailleurs.

Syndiqués, il nous faut prendre conscience qu'en 1974, des centaines de milliers de travailleurs québécois n'ont pas accès à la syndicalisation. C'est une responsabilité morale que de lutter pour que soit augmenté le nombre des travailleurs qui, grâce au syndicalisme, peuvent atteindre un certain degré d'autonomie.

Droit à la liberté syndicale

Un droit aliéné

La liberté syndicale, c'est le choix laissé aux travailleurs de vivre le syndicalisme à l'intérieur des cadres qu'ils veulent se donner.

Diverses lois, de nombreux employeurs et parfois certaines structures syndicales font en sorte que ce droit soit aliéné. Il n'est dans l'intérêt ni du syndicalisme, ni de la démocratie de mettre des barrières à l'exercice de ce droit.

[117]

Nous sommes en faveur de l'unité syndicale mais farouchement contre toute uniformisation imposée.

Droit à la négociation et à la grève

Certaines catégories de travailleurs se voient nier le droit à la négociation. La loi permet par exemple aux cadres de se former en syndicats selon la loi des syndicats professionnels. Cette même loi n'oblige cependant pas les employeurs à négocier. Vous rencontrez donc des situations où, bien que syndiqués, des groupes de cadres ne parviennent jamais à négocier une première convention collective.

Où la bonne foi prend un coup

On connaît aussi une attitude patronale où ce refus de négocier s'exprime de façon encore plus subtile, et c'est là qu'on peut parler de l'obligation [118] de négocier de bonne foi.

Le cas des employés du Pavillon St-Dominique de Québec est éloquent sur ce point.

Voilà un groupe de travailleurs syndiqués depuis 1966, soit depuis 8 ans, et qui n'a pas encore réussi à négocier une première convention collective. La direction de cette institution n'a jamais accepté l'existence d'un syndicat chez ses employés. Après avoir épuisé tous les recours juridiques dans le but d'annuler l'accréditation, les religieuses ont tout simplement refusé de négocier "de bonne foi", poussant les employés à faire la grève. Cela dure depuis plus de deux ans.

Par contre, dans certains types d'industrie, la construction et l'alimentation par exemple, ce sont les difficultés quotidiennes de faire appliquer la convention collective qui enlèvent une partie de son sens à la négociation qui avait amené la conclusion d'un accord. De même, dans le secteur hospitalier surtout, le grand nombre de griefs que doivent déposer les syndicats pour que [119] soient respectés les termes de la convention collective, mine à la longue la résistance syndicale en raison des sommes énormes qui doivent être consacrées à la défense de ces griefs.

J'ai dit plus haut que nous devons développer de nouvelles formes de négociation. Déjà, sur le plan sectoriel, de nouveaux mécanismes tendent à s'implanter. Tous les travailleurs à l'emploi de la compagnie Québec Poultry par exemple se sont réunis pour faire augmenter de façon considérable les salaires avant l'échéance des conventions. Cela se passait il y a quelques mois.

Mais je pense que nous ne devons pas hésiter à innover aussi sur le plan régional. Les expériences vécues dernièrement à Joliette, où près de 40 groupes comptant 10,000 travailleurs ont cessé le travail durant des périodes plus ou moins longues pour appuyer le groupe de grévistes de Canadian Gypsum, nous indique qu'il est possible que se forme une conscience régionale qui pourrait aboutir, si nous y travaillons, à une

négociation globale pour tous les [120] travailleurs au niveau d'une région.

Vous êtes-vous déjà demandé quelle serait la force des travailleurs dans une région comme la Côte Nord par exemple si toutes les conventions tombaient à échéance en même temps et que toutes les négociations étaient entreprises au même moment ?

La force collective en serait à coup sûr décuplée. Je pense que cette proposition est réaliste et qu'il vaut la peine que nous y songions.

Et la grève ?

On sait, bien sûr, que depuis 1964, le droit de grève est universellement acquis. Cependant, si la législation accorde ce droit, il n'est pas accompagné en retour de l'obligation de le respecter.

Tous les jours, grâce à l'injonction complaisamment accordée, à l'assistance compréhensive de la police, à l'utilisation de fiers-à-bras pour forcer les lignes de piquetage, le droit de grève est tourné en dérision.

[121]

La grève, c'est tout ce que possèdent les travailleurs pour contrebalancer le pouvoir démesuré du patronat. Quand ils n'ont plus la possibilité de retirer leur force de travail, ou bien que ce geste ne dérange plus la production ou le fonctionnement d'un service en raison de la présence de scabs, les travailleurs sont condamnés à souffrir autant que le voudra l'arbitraire du patron.

La loi anti-scab

Coincé par 400 grévistes en colère au mois d'août 1973, le ministre du Travail avait promis une loi anti-scab. On sait ce que cela a donné. Il faut reprendre ensemble la lutte pour rendre illégale l'utilisation de scabs en cours de grève.

Il est vital que soit étendu partout le droit à la négociation et à la grève. Car c'est dans l'exercice de ce droit que nous rencontrons nos opposants sur le terrain politique et économique. C'est aussi là que prend souvent naissance la conscience politique.

[122]

Droit à la participation à la vie syndicale

Tout autant qu'il le fait pour le droit de penser, de planifier, l'employeur se réserve sur les lieux de travail le droit de parole.

Établir des réseaux de communication

Dans bien des cas l'employeur prend des dispositions particulières pour empêcher les communications entre les employés, entre le syndicat et ses membres, sur les lieux de travail et entre le syndicat et le public.

Je sais qu'il y a toujours, même au risque de sanctions, une certaine communication souterraine dans les lieux de travail mais il importe de sortir de ce genre de communication pour en arriver à quelque chose qui [123] consolide le droit de s'exprimer que possède le travailleur là où il passe plusieurs années de sa vie.

Ce droit de participation à la vie syndicale implique aussi que les syndicats doivent jouir de locaux pour tenir leurs réunions, leurs assemblées. Pourquoi les travailleurs ne pourraient-ils tenir, une fois par mois, sur les lieux et sur leur temps de travail, une assemblée de tous les membres du syndicat ? Il faudra bien sûr trouver les accommodements nécessaires lorsqu'il s'agira de grandes unités syndicales ; mais une mesure de cet ordre me semble cadrer parfaitement dans l'élaboration d'une vie syndicale plus pleine, plus active, plus démocratique.

Ce droit implique encore qu'une politique de libération pour activités syndicales doit s'étendre à tous les syndicats. Serez-vous surpris d'apprendre que certains syndicats ne sont pas représentés au congrès parce qu'ils n'ont pas la possibilité de libérer un ou plusieurs délégués ?

Les employeurs n'ont pas ces problèmes. Certains dirigeants d'entreprises, [124] certains administrateurs publics n'ont que cela à faire durant une année, courir d'un meeting à l'autre, d'une association patronale à l'autre, d'une réception politique à l'autre.

À la CSN depuis quelques mois nous travaillons à la mise sur pied d'une vaste structure d'information. Cette structure ne deviendra une réalité agissante et fonctionnelle qu'en autant qu'elle prendra racine sur les lieux de travail.

Droit à l'information

Voici encore un domaine d'où les travailleurs ont été exclus par la longue tradition autocratique des employeurs. L'information, comme l'éducation, est un facteur extrêmement puissant de maturation et de libération.

Le travailleur devrait savoir

L'employé qui travaille pour un propriétaire ou une société qu'il connaît [125] à peine ou pas du tout, qui doit, en retour d'un certain salaire, remplir une fonction qui ne représente qu'une infime partie de la totalité des fonctions de l'entreprise ou du service où il se trouve, prend à peu près naturellement l'attitude de l'enfant qui entre pour la première fois à l'école. Il est disposé à apprendre. Mais il se retrouve bien souvent dans la situation du passager dans un avion dont il ne connaîtra jamais ni le pilote, ni le fonctionnement. Le travailleur entre au travail pour retirer un salaire, comme le passager prend un avion pour se rendre à destination. Le travailleur développe ainsi une dépendance quasi-totale envers l'employeur.

Le syndicalisme a fait des efforts pour forcer l'employeur à dévoiler ses batteries dans le cours des négociations mais le fait demeure que les travailleurs, sauf exception, sont laissés dans un état d'ignorance, notamment en ce qui a trait aux profits de l'entreprise ou aux budgets de l'institution.

Je n'irais pas jusqu'à dire que tous les travailleurs sont prêts à tout [126] pour être informés ; mais ceux qui veulent obtenir des informations qui permettront au syndicat de jouer un plus grand rôle dans l'entreprise ou le service devraient s'assurer de l'appui de l'ensemble des travailleurs. Il importe de plus que les travailleurs qui sont en position d'être informés fassent circuler l'information.

Un premier pas

L'information est un premier pas pour les travailleurs dans la prise de conscience de l'importance de leur force de travail. Dès que l'information est suffisante, ils ne comprennent plus que nos richesses naturelles servent en premier lieu à enrichir d'autres qu'eux-mêmes.

Quand ils découvrent qu'un hôpital peut fonctionner sans cadres, qu'une usine peut marcher sans boss, c'est un pas d'accompli vers un projet de socialisme autogestionnaire à implanter.

Transformer les structures de pouvoir et de domination hiérarchique là où on le peut, c'est de ce côté que [127] doivent porter les efforts des travailleurs.

Droits des travailleurs immigrants

Parce qu'ils sont souvent les plus démunis face au pouvoir et de ce fait deviennent plus facilement des victimes, la classe ouvrière d'un pays a une grande responsabilité envers les travailleurs immigrants.

Nous avons connu l'année dernière le cas pathétique des travailleurs de l'usine Shellcast de Montréal. Coincés entre le ministère de l'Immigration et un boss qui savait jusqu'où il pouvait aller, une trentaine de travailleurs immigrants ont été écrasés.

Quand les travailleurs résistent

C'est un phénomène qu'on rencontre dans la plupart des pays. Quand les [128] travailleurs commencent à résister, les capitalistes vont chercher leur main-d'œuvre dans des pays moins fortunés. C'est un sous-prolétariat plus facile à contrôler.

Le mouvement syndical doit protéger ces travailleurs et voir à ce que les gouvernements ne soient pas complices de cette forme d'exploitation. Non seulement parce que ce sont des travailleurs, soit par solidarité, mais aussi parce que si cette exploitation se généralise, la force économique des autres travailleurs est diminuée d'autant.

[129]

Vivre à notre goût

DEUXIÈME PARTIE.

POUR AMÉLIORER NOS VIES : DES DROITS

Chapitre 9

DROIT À LA QUALITÉ DE LA VIE

Droit au salaire décent

[Retour à la table des matières](#)

Il ne faut pas se surprendre de retrouver comme condition première d'une vie satisfaisante le fait de recevoir un salaire décent.

Le salaire décent pour un travailleur, c'est un début d'indépendance. Une fois acquis, les revendications peuvent ensuite porter sur d'autres points. S'il ne jouit pas d'un salaire décent, le travailleur est immanquablement forcé d'accepter les pires conditions de travail. Ce n'est pas un hasard si les conditions de travail sont généralement pires lorsque les salaires sont bas ; tout occupé à tenter désespérément de boucler le budget familial, le travailleur à petit salaire ne peut tout simplement pas se battre sur d'autres fronts, l'hygiène et la sécurité par exemple. Il n'en a pas les [130] moyens. C'est pourquoi le relèvement des salaires doit demeurer l'une des tâches les plus importantes du mouvement syndical.

Le salaire décent est un concept révolutionnaire en ce sens qu'il va à l'encontre de la loi de l'offre et de la demande sur laquelle s'appuie le système capitaliste.

Cette notion de salaire décent place aussi le débat sur un plan autre que celui de la rentabilité. Elle injecte une dimension humaine dans un

débat que l'employeur veut absolument maintenir au niveau de la mathématique primaire.

Si certains secteurs mieux rémunérés ont déjà atteint ou même dépassé ce seuil du salaire décent, il est essentiel que tout le mouvement syndical travaille à l'introduire partout, car rien ne freine plus l'évolution des secteurs syndicaux les plus avancés que l'état lamentable des conditions de travail dans les secteurs non organisés ou encore défavorisés par toute la tradition du marché.

[131]

La bataille du \$100

Qu'on se souvienne la lutte du Front commun des secteurs public et parapublic pour l'obtention du cent dollars minimum par semaine.

Le tollé fut général lorsque cette revendication fut annoncée publiquement. Les associations patronales, les chefs politiques, les éditorialistes ont tonné leur désapprobation à la grandeur du Québec. Cela devait amener la ruine de l'économie.

Pourquoi a-t-on eu une telle réaction ? Parce que le \$100 par semaine correspondait justement, dans le temps, à ce que les travailleurs considéraient comme le strict minimum décent pour un salarié. En d'autres mots, le problème n'était pas isolé à l'intérieur des négociations dans les secteurs public et parapublic.

Le \$100 sautait les cloisons du terrain sur lequel nous étions en négociation et produisait un impact général chez des dizaines de milliers de travailleurs qui ne gagnaient pas \$100 par semaine.

[132]

L'impact du \$100 dans les services publics était modérément important car plusieurs groupes étaient rémunérés au-delà de cette norme. Mais pour l'ensemble des travailleurs non organisés, l'impact était de taille.

D'ailleurs lorsque ce minimum fut obtenu, une série de règlements dans d'autres groupes ont contenu cette revendication et le salaire

minimum, dont le niveau est fixé par le cabinet des ministres, a été timidement ajusté pour se rapprocher du \$100.

Saisir l'essentiel

Il faut retenir de cette expérience que, malgré l'avalanche de propagande orageuse que peuvent déclencher sur le dos de la population les divers pouvoirs de la société, la population est fort capable de saisir l'essentiel d'une revendication de portée générale.

Ce n'est pas, à mon avis, l'idée du \$100 exclusivement qui a capté l'attention des travailleurs ; il y avait [133] en plus l'idée d'un salaire vital auquel tous les travailleurs ont droit. En fait, le principe de payer selon les besoins des êtres humains plutôt que selon la loi du marché a fait sa marque en profondeur, plus que le détail de l'affaire. Et ça se comprend. \$100 par semaine, cela s'applique à un moment précis, dans une situation donnée, mais le principe d'un salaire décent demeure.

Cela m'amène à vous proposer que nous devrions, comme centrale, situer annuellement ce qui nous apparaîtrait comme un minimum, suivant les besoins des personnes et les données de la conjoncture.

Des formes nouvelles

La situation actuelle nous oblige à inventer des formes nouvelles de lutte. Les travailleurs, nous le savons, sont les premières victimes quand le système économique se conduit, et c'est présentement le cas, comme un cheval fou.

Devant un pouvoir d'achat qui se dégrade à un rythme accéléré, il était [134] impérieux de remettre à jour des ententes signées dans un tout autre contexte économique. La campagne menée depuis quelques mois pour la réouverture des conventions et l'indexation des salaires au coût de la vie s'inscrit dans une volonté de préserver les gains des travailleurs victimes bien malgré eux d'une machine dont on nous a toujours soigneusement caché le fonctionnement.

Encore là, le seul rempart contre ce déferlement irrationnel des prix demeure la solidarité, la volonté des groupes de passer au travers. N'oublions pas que les travailleurs n'ont jamais reçu de cadeaux. Ce qu'ils ont, ils ont dû l'arracher.

Cette question du salaire minimum a fait les manchettes durant les derniers mois ; les centrales syndicales et plusieurs groupes populaires ont uni leurs efforts pour demander qu'il soit relevé à \$2.50 le premier mai dernier.

Encore une fois, même si ce ne sont pas des membres, il m'apparaît fondamental que le mouvement syndical ait parmi ses préoccupations les [135] plus urgentes l'avancement des travailleurs les plus mal pris de notre société.

Cette loi du salaire minimum n'est pas seulement déficiente au niveau du taux fixé, qui est trop bas. Elle crée aussi des injustices en raison des exclusions qu'elle prévoit, comme les travailleurs agricoles ou les aides-familiales, ou bien des dispositions particulières s'appliquant à certaines catégories comme les employés d'hôtelleries et de restaurants.

Si inadéquat et insuffisant soit-il, le salaire minimum bien souvent n'est même pas appliqué à cause du manque d'inspecteurs et des pénalités prévues contre les employeurs qui ne le versent pas. Ces pénalités sont tout simplement ridicules et nous devons voir à ce que la loi soit changée sur ce point.

Des pénalités ridicules

Si un employeur par exemple congédie un employé qui s'est plaint auprès de la Commission de ne pas [136] recevoir le salaire minimum, cet employeur est passible d'une amende de \$50 pour une première infraction et d'une amende de \$25 à \$100 pour une seconde. Quand on compare ces amendes à celles prévues contre les syndicats, on comprend encore une fois par qui et pour qui les lois sont faites.

Droit au français

Vigilance et énergie

Il est rare qu'on ait mis en lumière le sens profond de la question de la langue de travail et sa grande importance pour les travailleurs. Si la situation est relativement heureuse dans le secteur public québécois, on ne peut cependant en dire autant du secteur privé. Et avec les politiciens à gages qui ont actuellement charge de notre avenir collectif, il [137] nous faut redoubler de vigilance et d'énergie.

Il faut comprendre que la langue est une condition de travail, une des conditions les plus importantes. L'anglais constitue par ailleurs, dans les milieux de travail, un moyen de domination et un instrument de subordination aux mains du patronat. A partir d'un certain niveau à l'intérieur des entreprises, il devient un instrument d'abaissement psychologique de la majorité.

L'anglais, langue du dominateur

Or, l'anglais est la langue du dominateur, ce qui lui donne une couleur politique. C'est dans cette langue que nous sommes dominés économiquement, culturellement. La lutte pour le français peut donc constituer un des points d'appui de la lutte contre le pouvoir.

Le fait que le français ne soit pas devenu de droit la langue de travail au Québec entraîne à longueur d'années des conséquences sérieuses [138] pour les travailleurs francophones qui forment, il ne faut pas l'oublier, la très grande majorité de la classe ouvrière québécoise. Combien se sont vu refuser un emploi parce qu'ils ne connaissaient pas l'anglais ou ne le connaissaient pas suffisamment ? Combien se sont vu refuser des promotions faute de posséder suffisamment l'anglais ?

Plus on y pense, plus on s'étonne que la langue française n'ait pas été considérée comme une des premières conditions de travail à réclamer. Nous nous sommes toujours contentés de compromis boiteux,

souvent individuels ou isolés ; mais le fond du problème n'a pas été abordé d'une façon collective. Ce problème a une telle envergure qu'il ne relève pas seulement du mouvement syndical ; ses dimensions sont aussi politiques. C'est pourquoi nous devons être présents dans toutes les luttes qui se mènent sur ce front.

L'anglais langue de travail constitue à mon avis un moyen de dominer la main-d'œuvre ; c'est souvent par ce procédé que l'employeur peut filtrer les promotions et faire jouer ses [139] préférences. Or, tout cela échappe au contrôle syndical.

Le bill 22

Par ailleurs, n'allons pas croire que le bill 22 réponde aux aspirations des francophones. La marge de manœuvre du parti au pouvoir est vraiment trop étroite pour qu'il puisse aborder de front une question aussi complexe que celle de la langue. Un dirigeant d'entreprise anglophone l'avait bien dit au professeur Fournier dans son enquête : "Nous sommes prêts à leur accorder certaines niaiseries", avait-il déclaré.

C'est ainsi qu'on aboutit avec un projet de loi qui fait du français la langue officielle à l'article 1, mais qui, tout au long des 129 autres articles, confère tellement de droits particuliers à l'anglais qu'il finit par être presque aussi officiel que le français.

Un large combat

Le combat engagé par le mouvement syndical emprunte de multiples formes. [140] Mais pour moi, la lutte pour la langue française, langue de travail, n'est pas seulement une lutte nécessaire à l'agrandissement des perspectives pratiques des travailleurs et à l'obtention de conditions de travail plus favorables. C'est aussi une lutte, un levier parmi d'autres de la lutte québécoise contre les forces de domination économique, politique et sociale. Elle est un levier du combat contre la domination capitaliste.

De ce fait, je suis convaincu que le nationalisme québécois tel qu'il s'exprime aujourd'hui et les luttes pour la langue française, dans la

position où nous nous trouvons, constituent des moyens puissants de contestation de toute domination, particulièrement de celle que l'appareil économique fait peser sur le Québec.

[141]

Droit à la sécurité et à des conditions humaines

Toute la question de la sécurité physique, de conditions de travail salubres et d'une organisation plus humaine du travail demeure encore aujourd'hui sans réponse dans plusieurs secteurs.

Les employeurs refusent d'assumer les coûts

C'est qu'il y a des coûts rattachés à toutes ces améliorations à apporter, coûts que plusieurs employeurs refusent d'assumer et qu'ils n'assumeront pas tant que l'action syndicale n'interviendra pas plus efficacement.

Dans certains secteurs, les améliorations sont sensibles. Dans d'autres, c'est encore la jungle. Dans [142] bien des lieux de travail où les travailleurs n'ont d'autre protection que la loi, la situation est lamentable. L'instinct de conservation éloignerait à tout jamais des animaux de certaines usines. Mais, dans l'obligation de gagner leur vie pour subvenir aux besoins de leurs familles, des milliers de travailleurs doivent endurer des conditions de travail où leur vie et leur santé sont en danger à tout instant.

Dans bien des cas par ailleurs, ce ne sont pas seulement les conditions de sécurité et d'hygiène qui sont inacceptables ; on y trouve en plus une organisation du travail telle qu'un employé sort de l'usine dans un état d'épuisement total.

*En 1972,
227 travailleurs sont morts*

En 1972 au Québec, 224,138 travailleurs ont présenté des réclamations auprès de la Commission des accidents de travail à la suite d'accidents. 227 travailleurs ont trouvé la mort au travail durant la même année ; de ce nombre, l'industrie de la [143] construction en fournit le quart à elle seule. 2,266,337 jours de travail ont été perdus en 1972 à la suite d'accidents déclarés, et on sait qu'ils ne le sont pas tous.

D'autre part, pourquoi un travailleur victime d'un accident doit-il être puni, comme c'est actuellement le cas ?

On ne verse en effet qu'un certain pourcentage de son salaire au travailleur accidenté, pourcentage basé sur un salaire maximum de \$9.000. Pourquoi ne retirerait-il pas la totalité de son salaire ? Dans la majorité des cas, c'est justement à cause de la négligence de l'employeur qu'un travailleur est victime d'un accident.

Les maladies industrielles continuent leurs ravages parmi des groupes importants de travailleurs. L'amiantose, la silicose et des dizaines d'autres maladies n'ont jamais fait l'objet de batailles à finir. Le taux de carbone peut être 160 fois plus élevé que la norme à l'usine de Great Lakes Carbon de Berthier, le gouvernement ne fait même pas appliquer les lois qu'il vote lui-même.

[144]

Vu le grand nombre et la fréquence des accidents de travail, nous devons penser à nous organiser pour que les règles de la Commission des accidents de travail soient changées.

Les travailleurs protestent de bien des façons contre le statut qui leur est réservé dans l'entreprise privée ou publique. L'organisation inadéquate du travail, la déshumanisation des chaînes de montage, la routine entraînent dans plusieurs secteurs des taux d'absentéisme qui inquiètent les directions. Le sabotage du travail est quelquefois le point culminant de cette insatisfaction généralisée.

Perdre sa vie en la gagnant

Tant que des milliers de travailleurs auront la certitude de perdre leur vie en la gagnant, il ne faudra pas s'étonner de ces réactions.

Syndiqués, les chiffres que je viens de vous livrer, les situations que j'ai rapidement décrites doivent nous convaincre de l'urgence pour le mouvement syndical de s'attaquer à ces différents problèmes. Les milliers [145] de travailleurs confrontés à ces situations ont droit eux aussi à une vie meilleure.

Droit à des heures et des horaires convenables

Pouvoir vivre sa vie

De tout temps, on a exploité les travailleurs de façon telle qu'ils ne pouvaient disposer du temps nécessaire à l'exercice d'une vie familiale et sociale bien remplie. Vivre sa vie d'adulte, cela a été et est encore largement la prérogative d'une certaine classe de la société qui, pour avoir le temps nécessaire pour jouir de la vie, des activités culturelles et sociales, s'est toujours arrangée pour faire travailler les autres.

[146]

La société capitaliste de consommation est ainsi organisée que la qualité de la vie dépend la plupart du temps de l'argent dont on dispose. La course au salaire supplémentaire n'est pas à mon avis une solution valable ; cela s'imbrique directement dans le jeu de l'exploitation pratiqué par le système.

L'Homme ou la machine ?

La lutte pour des heures de travail moins longues, pour des horaires de travail plus humains n'est bien souvent que le reflet du dilemme que posent au monde les impératifs de production : est-ce l'homme qui doit s'adapter à la machine ou la machine qui doit s'adapter à l'homme ?

Nous avons vu un groupe, les travailleurs du papier de Price, mener une grève de 108 jours l'automne dernier pour finalement gagner un changement majeur dans leurs heures de travail. Dorénavant, ils ne travailleront plus sept jours en ligne comme c'était le cas depuis l'instauration de la semaine de production continue. Après avoir travaillé [147] quatre jours sur un quart, ils auront automatiquement deux jours de congé. C'est ce qu'ils appellent la semaine 4-2 qui, grâce à leur lutte, a été implantée ensuite aux usines de papier de Clermont, Donnacona et Port-Alfred.

De même il est normal que les chauffeurs d'autobus s'élèvent contre un régime de travail qui les force à demeurer en disponibilité durant onze ou douze heures par jour alors qu'ils ne sont rémunérés que pour huit. Des grèves ont éclaté au printemps à Québec et à Laval sur ce point.

Partout où nous aurons à négocier durant les prochaines années, il faudra que nous accordions une attention particulière à cette question des heures et des horaires de travail. Cela aussi fait partie de la lutte pour la libération de l'homme.

Droits sociaux

Il nous faut améliorer, là où c'est nécessaire, la protection collective [148] des travailleurs contre la maladie et le manque à gagner ; pour trop de travailleurs, être malade est encore un luxe qu'ils ne peuvent se permettre. Nous devons donc comme mouvement syndical continuer à revendiquer des améliorations aux différents régimes de santé gouvernementaux ; nous devons continuer de négocier aussi des régimes complémentaires puisque c'est encore nécessaire.

La même chose s'applique en ce qui a trait à la retraite. Nous devons forcer le gouvernement à améliorer le régime de rentes pour qu'il assure un minimum décent lors de la retraite ; puisque là aussi des régimes complémentaires sont nécessaires, nous devons en négocier.

En 1970, nous avons pris des décisions

Cependant, il faut donner suite avec plus de vigueur aux décisions prises en 1970 de prendre en mains l'administration des fonds de pension et des assurances. Des millions qui nous appartiennent sont là et servent [149] à d'autres. Nous avons un droit strict sur la façon dont ces sommes sont administrées ; nous avons un droit strict à l'information sur la part versée par l'employeur.

Là comme ailleurs, quand nous laissons faire, c'est une partie de notre capacité d'autodétermination que nous abandonnons.

[150]

[151]

Vivre à notre goût

DEUXIÈME PARTIE.

POUR AMÉLIORER NOS VIES : DES DROITS

Chapitre 10

DROIT DES FEMMES À L'ÉGALITÉ

[Retour à la table des matières](#)

[152]

L'égalité de la femme et de l'homme face au travail est un autre principe qui trouve son origine dans la classe ouvrière. Ce sont les femmes qui ont choisi de travailler ou qui doivent le faire qui ont lutté pour que leurs droits soient reconnus.

Une foule de préjugés

La société capitaliste exploite une foule de préjugés à l'encontre de l'égalité de la femme. Selon les circonstances, les femmes ne recevront pas les mêmes salaires pour un travail équivalent dans certaines activités de travail, ou encore on remplacera par des femmes payées meilleur marché des hommes qui occupaient certaines tâches.

Il y a de plus le problème plus général de toute une série de travaux dans les usines et dans les entreprises qui sont faits par des femmes et qui sont généralement mal rémunérés.

Il y a eu depuis quelques années un certain déblocage sur le principe du salaire égal, en particulier dans [153] l'enseignement, et dans les services publics.

L'égalité de la femme avec l'homme face à l'emploi n'implique pas seulement des questions de salaire. Pour jouir au même titre que l'homme de ses droits, la femme doit bénéficier de conditions de travail appropriées. Autrement l'application du principe ne veut rien dire.

Même dans les conventions collectives

Les habitudes sont profondément ancrées dans la société capitaliste en ce qui concerne la femme.

Même dans les conventions collectives où nous avons atteint une parité de conditions de travail, il existe des discriminations cachées qu'on retrouve dans les définitions des tâches.

Dans le domaine des avantages sociaux, on rencontre, énormément de discrimination. Un homme peut compter qu'il pourra assurer une pension à sa femme s'il décède.

[154]

Mais on refuse les mêmes avantages à la femme. On ne concède pas qu'une femme puisse avoir les mêmes responsabilités familiales qu'un homme.

Dans la loi du salaire minimum on prévoit le salaire égal mais parmi les nombreuses exceptions prévues dans la réglementation, il y a une foule de secteurs où les emplois sont traditionnellement réservés aux femmes.

Le mouvement syndical lui-même se ressent encore de cette mentalité archaïque tellement enraciné dans les habitudes des milieux de travail. Nous avons franchi certaines étapes mais il y a encore beaucoup à faire. Dans nos congrès, par exemple, environ 10 à 15% des délégués sont des femmes alors qu'elles représentent 40% des membres dans nos syndicats. Un relevé effectué au congrès de 1972 nous donne une autre indication sur la situation de la femme au travail. Les délégués féminins, pour un taux de scolarité moyen de 12.4 ans, recevaient un salaire moyen de \$5,856. Les délégués masculins de leur côté, pour un taux de scolarité [155] inférieur de 11.2 ans en moyenne, recevaient par contre un salaire moyen de \$7,451.

Une fonction biologique mais aussi sociale

Ce qui distingue les femmes des hommes, principalement, c'est qu'elles portent des enfants. Mais cette fonction biologique et sociale n'est pas exercée durant toute la vie de la femme, et ce ne sont pas toutes les femmes qui ont des enfants.

Quand elle est exercée, cette fonction sociale ne doit pas être supportée par la femme seule. L'homme, l'entreprise et l'État doivent partager eux aussi cette responsabilité.

Les applications concrètes et pratiques de ce principe doivent nous guider dans nos négociations. Par exemple, le droit aux congés de

maternité, sans perte de salaire et de l'emploi occupé antérieurement, n'est pas encore largement établi.

Ce droit au travail pour une mère ayant de jeunes enfants implique aussi [156] la mise sur pied par l'État d'un réseau complet de garderies publiques. Sur ce point, même s'il est présenté de telle façon qu'on pourrait croire qu'il vient en aide aux quelques garderies populaires existantes, le projet de loi du ministre Lise Bacon demeure loin de la création d'un réseau complet de garderies populaires subventionnées par l'État et contrôlées par les usagers.

Quant au travail ménager, je ne vous poserai qu'une seule question : peut-on continuer d'accepter, comme mouvement syndical, que des centaines de milliers de femmes travaillent pour la société sans être payées ?

[157]

Vivre à notre goût

DEUXIÈME PARTIE.

POUR AMÉLIORER NOS VIES : DES DROITS

Chapitre 11

TOUT COMMENCE SUR LES LIEUX DE TRAVAIL

[Retour à la table des matières](#)

[158]

Voilà ! Ce sont là, à mon avis, les principaux droits que les travailleurs organisés devraient s'atteler à implanter le plus largement possible. On peut en ajouter, on peut aussi en modifier certains. L'essentiel de cette démarche doit cependant s'inscrire dans une perspective de construction du pouvoir des travailleurs là où il faut d'abord l'imposer, soit les lieux de travail.

Comme vous le voyez, c'est une entreprise d'envergure. Il nous faudra mettre au monde différents mécanismes d'information, de concertation entre nous, entre les syndicats, entre les fédérations, entre les régions, entre les centrales même.

Je le répète, le combat pour le pouvoir commence dans l'entreprise. Pour changer la société, il faut contester le pouvoir de la bourgeoisie là où il s'exerce, et dans l'entreprise nous devons continuer de le faire reculer.

Un objectif global

Mon intention est de placer devant vous l'objectif global d'un régime de travail pour tous les Québécois, [159] c'est-à-dire les éléments d'un modèle de régime de travail qui surgissent déjà de notre expérience collective, qui sont enracinés dans certains secteurs, mais qui sont encore isolés, qui sont pour ainsi dire circonscrits dans leur application.

Les objectifs généraux du mouvement syndical ne peuvent-ils pas en principe être appliqués partout ?

Leur application doit-elle nécessairement être limitée à certains groupes ?

N'est-il pas possible d'envisager partout l'application de principes qui seraient désormais inscrits dans les revendications de tous les syndicats, tout en tenant compte des particularités de chaque milieu de

travail, et surtout en tenant compte de la volonté des assemblées syndicales dans le choix des étapes à franchir ?

Jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu de synthèse générale des objectifs de la négociation.

Jusqu'à ce jour, nous ne nous sommes pas unis pour mettre en mouvement, à travers tous les groupes [160] de travailleurs, à la grandeur du territoire québécois, ce grand effort d'humanisation de nos objectifs par le biais de la négociation collective ; c'est le milieu que nous connaissons le mieux ; c'est là que nous vivons nos plus grands moments de lutte pour changer nos vies, nos conditions de travailleurs ; c'est là que nous nous mesurons à ceux qui exercent des pouvoirs autocratiques ; c'est là que nous entrevoyons des lueurs de libération.

Une habitude de luttes isolées

Nous avons vécu des luttes majeures livrées par des groupes de travailleurs avec l'aide financière et morale de l'ensemble du mouvement syndical.

L'histoire de la progression du mouvement est composée de percées spectaculaires effectuées par certains groupes. Ces progrès ont ensuite servi de base à l'action des autres groupes, mais toujours dans un contexte de luttes plus ou moins isolées les unes des autres.

En réalité, il ne pouvait probablement [161] pas en être autrement. Et jusqu'à un certain point, il est certain qu'il y aura toujours, en plus des questions particulières à chaque milieu de travail, des travailleurs condamnés à livrer un combat isolé et qui devront compter sur l'ensemble du mouvement syndical pour se défendre.

Mais on ne doit plus regarder l'avenir du mouvement exclusivement comme cela a été envisagé dans le passé, c'est-à-dire comme une série de luttes isolées les unes des autres, avec l'idée que cette année ce sera dur ici, et l'année prochaine, ce sera la lutte d'un autre groupe.

Élargir, décloisonner, étendre partout

Il faut, sur certains points généraux, acquis dans certaines conventions, se demander si le temps n'est pas venu de les négocier pour tout un secteur ou l'ensemble de tous les secteurs.

Il faut que le syndicalisme, en tant [162] qu'instrument de revendication de tous les travailleurs, décloisonne l'application de certains principes et les étende à tous les travailleurs.

Encore une fois, pour être aussi clair que possible, je ne dis pas qu'il n'y aura plus de secteurs professionnels plus avancés que d'autres, mais je dis que tout le mouvement syndical se doit de voir s'il n'est pas possible de négocier l'application de certains principes de base pour l'ensemble des travailleurs organisés et, en définitive, pour tous les travailleurs.

Pour consolider fermement les bases des principes que vise le mouvement syndical, il faut en élargir énormément l'application pratique.

Il faut faire en sorte que les secteurs qui ont mieux évolué que les autres soient sensibilisés aux graves problèmes qui subsistent ailleurs.

Il y a des facteurs économiques, des facteurs techniques qui font qu'il y aura des différences dans le degré de progrès des groupes, mais le mouvement syndical se doit d'amenuiser ces différences.

[163]

Même dans le contexte de différences très grandes entre divers groupes, il y a toujours eu de l'entraide, de la collaboration, et même dans les coups durs, de la solidarité.

Mais cette solidarité n'est pas encore définitivement ancrée parce que dans la tête de tous et chacun, il n'existe pas encore l'idée que les objectifs d'une lutte dans un secteur servent aussi les luttes des autres groupes.

Ce n'est pas que les travailleurs ne voient pas la relation qu'il y a entre eux et un groupe qui est en lutte. Le problème est que l'organisation syndicale n'est pas en mesure, pour une foule de raisons, de se saisir de la lutte d'un groupe et d'y souder, dans l'action même, les aspirations que ressentent les autres groupes de travailleurs.

La négociation est demeurée murée à l'intérieur d'une longue et vieille tradition par laquelle des groupes de travailleurs ont réussi à faire respecter un certain nombre de principes.

Est-il possible d'envisager ces principes [164] comme les jalons d'un régime global ?

Il le faudrait. Certains secteurs du travail ont fait des progrès marqués. D'autres demeurent dans des situations difficiles. L'ensemble des travailleurs non-organisés est à la merci des employeurs.

Les expériences des dernières années nous enseignent qu'il est possible d'envisager la possibilité d'entreprendre des actions à court terme qui pourraient avoir des répercussions considérables sur l'ensemble de la population.

Une dimension nouvelle

Voilà donc, en fait, la dimension nouvelle qui vient s'ajouter maintenant à nos négociations régulières et particulières, une dimension qui s'étend rapidement au-delà des particularités de tel ou tel secteur pour toucher des masses de travailleurs qui n'ont eu, dans le passé, ni les informations, ni les moyens, ni la force de se faire entendre des employeurs, ni celle de se tailler une [165] place convenable dans notre soi-disant société d'abondance.

Si nous décidons de relever le défi qui nous échoit et si nous décidons de travailler à établir les grandes lignes d'un régime de travail global qui corresponde à notre manière de voir les choses, il sera encore plus évident que l'existence d'un mouvement syndical de chez-nous est une nécessité absolue.

Il faut se sentir de plus en plus responsables des conditions de notre vie et de notre développement. Dans ce contexte, il nous faut les moyens d'engager les actions qui s'imposeront. Il nous faut propulser avec force nos grands objectifs, assurer la solidité de notre action quotidienne, voir à l'expansion du mouvement et surtout continuer d'étendre notre réseau d'information et de participation.

Il faut qu'on se donne les moyens

Dans ce contexte, une augmentation substantielle des cotisations syndicales est nécessaire. Je crois que les travailleurs comprendront qu'avec [166] les objectifs que nous nous sommes donnés, la volonté collective de progresser doit être secondée par la volonté de bâtir une caisse syndicale forte qui permettra à tous les groupes en lutte de recevoir un appui financier adéquat.

Sinon, les objectifs vers lesquels nous devons maintenant nous tourner demeureront irréalisables pour le mouvement syndical québécois.

Car si nous décidons qu'il vaut la peine de mener des batailles pour l'imposition des différents droits qui forment ce que j'ai appelé un modèle de régime de travail, il faut s'assurer que les travailleurs aient les moyens financiers de se battre. Nous ne pouvons plus continuer de verser des fonds de grève nettement insuffisants. |

Il nous faut être conséquents

Combien de luttes syndicales valables ne sont pas engagées parce que les travailleurs savent qu'ils n'auront pas les moyens financiers pour aller jusqu'au bout ? Il nous faut [167] être conséquents. Nous ne voulons pas, et d'ailleurs nous ne le pourrions pas dans la situation actuelle sans trahir tout ce que fut le mouvement syndical, pratiquer un syndicalisme tranquille. Nous pratiquons, et cela va aller en s'accroissant, un syndicalisme de combat. Nous avons besoin d'outils, il nous faut des armes collectives ! Il faut augmenter les services aux membres. Cela ne peut se faire sans que nous y mettions le prix.

Si la masse des travailleurs québécois organisés n'accepte pas de se donner les moyens nécessaires pour affronter les problèmes normaux de notre époque, nous nous tournerons inévitablement vers une forme de syndicalisme plus émietté, où chacun des groupes sera de plus en plus isolé face au pouvoir.

Par contre chaque gain qui se fera dans le cadre d'une revendication globale et qui aura des répercussions dans les usines, dans les services, agrandira le pouvoir réel des travailleurs.

[168]

C'est en revendiquant ses droits face au patronat, que celui-ci soit personnifié par un monopole étranger ou un parti politique au pouvoir, que le travailleur prend conscience de la dimension politique de son action syndicale.

La revendication des travailleurs sur les lieux de travail est la base même de la prise de conscience du pouvoir politique des travailleurs.

C'est là que tout commence, précisément.

[169]

Vivre à notre goût

Les comités populaires

[Retour à la table des matières](#)

[170]

Des structures de discussion et d'action

Après ce que je viens de dire, je crois bien que chacun comprendra la nécessité urgente de mettre sur pied des structures agissantes de discussion et d'action politique : les comités populaires.

Notre activité quotidienne sur les lieux de travail, nos efforts pour globaliser les effets de nos négociations, doivent déboucher sur des débats que les travailleurs doivent eux-mêmes engager dans les milieux populaires.

Plusieurs des principes énoncés auparavant ne pourront avoir d'application réelle à moins d'être imbriqués dans tout notre système législatif.

Prenons une question aussi importante que le droit au travail. Il est possible pour un groupe de travail leurs de maintenir l'exercice d'un tel droit, mais combien de temps cela durera-t-il si l'ensemble de la population travailleuse vit dans l'insécurité complète ?

[171]

L'extension du droit au travail par l'outil de la négociation doit être secondée par une discussion publique de ce que cela implique en définitive, c'est-à-dire l'application d'une politique de plein emploi par l'État. Et cela implique à son tour une planification très poussée.

Or, le plein emploi n'est pas un conte de père Noël, cela existe. Mais pour que cette notion se généralise, il faut impliquer la population et cela ne peut se faire que par l'action d'organismes de travailleurs dans les régions.

Il en est de même pour une foule de questions extrêmement importantes qui sont demeurées, en tant que sujet de discussion, circonscrites aux assemblées syndicales particulières de chaque secteur.

Nous parlons des lois

Toutes les questions qui relèvent par exemple des conditions de travail, de sécurité physique et d'hygiène, ne pourront trouver leur solution définitive en dehors de la législation.

[172]

Lorsque nous parlons de législation, nous parlons des lois, du pouvoir de faire des lois, du pouvoir d'appliquer les lois.

En dehors du mouvement syndical, combien d'organismes populaires, dans la société québécoise, ont appris concrètement à changer des lois, à modifier des régimes de travail et à les appliquer ?

Le temps est venu d'élargir les bases de notre action, de notre rôle dans la société. Nous avons changé des choses, mais nous ne pouvons pas continuer d'espérer progresser et consolider notre progrès dans des actions cloisonnées.

Les événements nous ont enseigné que les expériences vécues sur les lieux du travail débouchent en fin de compte sur le plan de la politique économique et législative.

Longtemps, alors que nous étions peu nombreux et que nos revendications étaient limitées à la défense de certains droits minimum, nous, du mouvement syndical, remplissions seuls toutes ces fonctions.

[173]

Aujourd'hui, nos revendications dans les milieux de travail se répercutent dans toute la société ; elles impliquent des modifications importantes dans l'organisation de toute la société.

C'est ce que nous avons vu dans les congrès antérieurs. Tout cela a débouché sur la décision du congrès de 1972 de créer des comités populaires.

Cela fut difficile

Tout d'abord, je dois dire que les choses ne se sont pas déroulées comme on aurait pu l'espérer lors de notre congrès de juin 1972. L'implantation des comités populaires n'est pas encore tellement avancée. Il y a des raisons à cela. Nous ne devons surtout pas prendre prétexte des difficultés que nous rencontrons pour cesser nos efforts.

À la suite du congrès, les forces vives du mouvement ont été entraînées dans une vaste entreprise de consolidation des syndicats, de coordination des ressources pour parer [174] aux attaques qui fusaient de toute part. Cela a duré plus d'un an. Pour ma part, j'ai été bien malgré moi éloigné de l'action pendant plus de quatre mois. Ce n'est finalement qu'au conseil confédéral de juin 1973 que le service d'action politique recevait le mandat de travailler, à compter de septembre dernier, à mettre sur pied des comités populaires dans les différentes régions. Des élections générales ont été déclenchées un mois plus tard au Québec.

Il y a sans doute aussi, et il ne faut pas se le cacher, le fait que les comités populaires constituent du nouveau, de l'inconnu, et qu'à cause de cela, certains ont sans doute des réticences à s'y embarquer.

Cependant, malgré toutes ces difficultés, un certain nombre de comités populaires fonctionnent actuellement, chacun selon les besoins des régions où ils sont implantés.

Dans chacun de ces comités, les objectifs sont différents ; et cela est bien. Les luttes, les études qui se font sont directement reliées aux problèmes [175] concrets des populations ; et cela est bien. L'autonomie des comités populaires est importante ; dans chacun de ces comités, les citoyens font l'apprentissage de la lutte. Sans être encore électorales, ces batailles sont d'ordre politique en ce sens que des groupes de travailleurs bâtissent leur force, organisent leur pouvoir à partir d'objectifs concrets.

Les travailleurs n'ont pas le choix

Quand viendra le temps, cela débouchera certainement sur l'action politique directe ; les travailleurs pourront alors compter sur une infrastructure de combat dans toutes les régions du Québec. Je pense que cela est essentiel, que les travailleurs ne pourront l'éviter. Ils vont s'organiser pour résister farouchement au rouleau-compresseur du pouvoir, ou bien ils passeront dessous.

[176]

[177]

Vivre à notre goût

Pour vivre à notre goût

[Retour à la table des matières](#)

[178]

L'aboutissement d'une réflexion collective

Syndiqués !

Ce que je vous propose dans ce rapport n'est rien d'autre que l'aboutissement normal de la réflexion collective que-nous poursuivons depuis 1966, quand nous avons adopté "Une société bâtie pour l'homme".

Dès cette époque, je vous avais prévenu que ces éléments de réflexion collective allaient à contre-courant de l'idéologie nord-américaine et qu'en conséquence, on devait s'attendre à une riposte de taille. Je vous disais que lorsque le peuple revendique, les intérêts en place ont toujours cherché à ne répliquer que par un moyen : les mesures répressives.

Elles ont suivi !

Notre réalité en terme de classes

Par la suite, nous avons commencé à identifier les choses, parlant du parti du peuple qui se constituait [179] peu à peu contre le parti de l'élite. Nous avons commencé à saisir notre réalité en terme de classes. Avec "Le deuxième front", nous avons ouvert de nouvelles avenues jusqu'alors interdites aux travailleurs organisés. Nous nous sommes impliqués plus directement dans la lutte quotidienne du peuple, tentant de le rejoindre en dehors de son travail.

Le jeu de la classe dominante nous est apparu plus clairement en 1970. Sans détenir encore les preuves que nous avons eues quelques années plus tard, nous avons quand même, dès ce moment, compris

l'étroite alliance du super-pouvoir politico-économique qui devait mener, comme nous le soupçonnions déjà, à la répression générale et organisée que nous connaissons depuis. "Le camp de la liberté" vous proposait d'élargir le champ de vos responsabilités.

L'action politique directe

Mais allions-nous continuer de nous satisfaire d'identifier les formes de répression sans attaquer directement les responsables ?

[180]

Allions-nous demeurer encore longtemps à l'écart d'un combat politique qu'une série de coups assés par le pouvoir nous pressait d'entreprendre ?

Non ! Et dans "Pour vaincre", nous avons osé appeler par leur nom les choses et les personnes. Nous avons invité les militants à l'action politique directe par le biais des comités populaires.

L'idée fait son chemin. L'idée progresse. Les résultats commencent à apparaître.

Aujourd'hui, c'est toute la question du pouvoir que je soulève. Ma proposition est concrète. Elle est collée à la vraie réalité, celle de tous les jours. La tâche sera lourde. Elle va nous obliger à plus de rigueur dans nos actions et dans nos analyses. Comment bâtir le pouvoir dans l'entreprise dans une perspective de lutte globale, c'est là le défi.

Dans cette vaste aventure où nous sommes collectivement engagés, l'aventure de la libération de l'homme, [181] le regroupement des forces, la multiplication des solidarités, l'acharnement dans les luttes générales et particulières, la participation aux luttes nationales, la volonté ferme d'imposer notre vision de la société de demain, la foi inébranlable en la victoire finale, tout cela nous appelle !

De notre réponse dépend notre avenir.

Mais l'histoire nous apprend qu'aux moments décisifs, les travailleurs québécois ont su relever les défis et entreprendre les combats nécessaires.

Marcel Pépin
président général de la CSN

[182]

Vivre à notre goût

APPENDICES

[Retour à la table des matières](#)

[182]

Vivre à notre goût

APPENDICES

1.

LE RAPPORT FANTUS

[Retour à la table des matières](#)

Ce rapport a été publié (secrètement) en mai 1972.

“FANTUS” est le nom d’une société qui se spécialise dans l’étude des conditions de développement pour le compte de corporations privées ou de gouvernements.

Le texte du rapport Fantus a “coulé” peu après sa publication.

Ce qui est à retenir est que :

1. le gouvernement actuel prend conseil auprès des spécialistes américains en matière de développement.
2. les conditions que les anglo-américains posent souvent, en rapport avec le développement, sont politiques, en ce sens qu’on veut forcer le gouvernement à entretenir et à favoriser une politique culturelle anglo-américaine et une politique sociale anti-syndicale.

Le rapport Fantus souligne les qualités de la main-d’œuvre québécoise et le fait que généralement les salaires sont ici inférieurs à ceux qui sont payés ailleurs comme étant des facteurs favorables aux investisseurs.

[183]

Mais le rapport ne manque pas de citer les raisons qu’invocent les investissements contre le Québec.

Une grande fonderie * répond ainsi à la question : “Si vous deviez recommencer, est-ce que vous choisiriez le Québec pour bâtir une usine ?”

Réponse : NON. Considérant tous les facteurs tels la navigation à Vannée, l’intelligence des travailleurs, Québec demeure actuellement la meilleure place pour nous mais nous vivons dans la crainte de l’avenir, en particulier du gouvernement provincial et de la CSN. ”

“Quels sont les facteurs concernant vos opérations au Québec que vous désirez changer afin de rendre plus attrayante votre situation ici ?”

“La situation politique chaotique, le séparatisme, etc. Si cela changeait, il y aurait de la confiance et c’est ce qui manque aujourd’hui dans l’industrie québécoise”.

“Si le gouvernement provincial comprenait qu’il n’y a qu’un seul besoin - ranimer la confiance du monde des affaires et arrêter de s’occuper de la petite minorité séparatiste et tapageuse. Les gens ici peuvent travailler en français ou en anglais. Ce n’est pas un problème, mais on ne peut imposer le français à qui que ce soit qui n’en veut pas.”

* Le rapport n’identifie pas la fonderie en question.

[184]

“(Nous voulons) des lois du travail qui reconnaissent et respectent les positions du monde des affaires et de la gérance, la reconnaissance que les affaires internationales, tout spécialement les affaires nord-américaines, sont menées en anglais.

Québec doit être au pas avec toute l'économie nord-américaine.”

“Avertissez le gouvernement de ne pas être stupide sur la question de la langue. S'il se comporte correctement, cela ne sera pas difficile mais s'il se comporte mal, des sociétés ou des secteurs de sociétés seront forcés de déménager.”

“Les syndicats sont en train de devenir trop puissants et trop politiques. ”

“... Il est difficile de faire instruire les enfants anglophones en dehors de Montréal ”.

“Changez les lois d'assurance-chômage. La main-d'œuvre n'est pas trouvable car les gens sont payés pour rester à la maison. ”

“Intégrez les demandes syndicales aux objectifs économiques de la province. ”

Les recommandations du rapport Fantus sont surtout d'ordre technique et promotionnel, mais la société Fantus est d'avis que les efforts du Québec sur le plan technique pour attirer l'industrie ne seraient pas une vraie solution si les attitudes [185] syndicales demeurent ce qu'elles sont et si la question de la langue n'est pas réglée.

Voici plutôt ce qu'écrit Fantus :

“Les positions extrémistes adoptées par les chefs syndicaux continueront de préoccuper les manufacturiers. L'anxiété que suscite la question de la langue ne peut être éliminée que par une politique précise du gouvernement provincial dans ce domaine.”

[185]

Vivre à notre goût

APPENDICES

2.

LE RAPPORT FOURNIER

[Retour à la table des matières](#)

Pierre Fournier, professeur de science politique à l'université du Québec à Montréal, étudie depuis trois ans les rapports entre le monde des affaires et le gouvernement.

Voici quelques extraits d'une étude qu'il a publiée dans le journal *Le Devoir* (6 octobre 1973).

Les hommes d'affaires ne suivent pas le processus normal pour faire des représentations auprès du gouvernement. Les groupes sociaux font des représentations dans le processus démocratique. Les hommes d'affaires suivent un processus caché et secret.

"... nos questionnaires et entrevues démontrent clairement la position privilégiée des hommes d'affaires."

[186]

Ainsi, 85.1/7 des hommes d'affaires affirmèrent avoir accès aux ministres concernés lorsque des problèmes survenaient, quant aux fonctionnaires supérieurs, les chefs d'entreprises y ont accès dans une proportion de 94.1%.

À la question "de quelle façon votre compagnie aborde-t-elle ordinairement le gouvernement ?", 76.7% des hommes d'affaires répondirent par "contacts personnels" et seulement 20.7% "par l'intermédiaire des associations patronales". Cette réponse est surprenante si on considère que les associations patronales (Board of Trade, Association des manufacturiers canadiens, le Centre des dirigeants d'entreprise et, qu'elles le veuillent ou non, les chambres de commerce) sont très bien

structurées et sont jugées efficaces par les hommes d'affaires, surtout depuis la création du Conseil du patronat.

Contacts personnels, donc. Mais contacts personnels avec qui ? 81.9% des hommes d'affaires font affaire le plus souvent soit directement avec les ministres (46.2%), ou soit directement avec les sous-ministres (35.6%).

Les entrevues sont venues confirmer l'accès quasi illimité dont jouissent les hommes d'affaires auprès du gouvernement Bourassa et de ses ministres. Les hommes d'affaires sont particulièrement satisfaits de la disponibilité et de la coopération active de MM. Bourassa, Saint-Pierre et Garneau. Les deux derniers sont d'ailleurs les "favoris" et, si jamais le besoin se faisait sentir à moyen terme de remplacer M. Bourassa, il est plus que probable qu'un de ceux-ci profiterait de la "manne" du monde des affaires.

Les entrevues ont également jeté un certain éclairage sur la nature des liens qui existent entre le patronat et le gouvernement. Entre autres, elles nous ont permis de constater que les ministres [187] recherchent activement les contacts et les conseils des hommes d'affaires. Un président de banque nous affirmait, par exemple : On apprend à connaître les ministres et le premier ministre par leurs prénoms au cas où un problème surgirait. Plusieurs ministres viennent à Montréal pour nous rencontrer (...) Les ministres aiment parler avec nous parce qu'ils se sentent isolés. (...) nos rencontres sont gardées secrètes parce que les ministres préfèrent que ça ne se sache pas. La semaine dernière à Toronto, j'ai eu long entretien privé avec M. Bourassa." Un autre président d'une importante compagnie de ciment nous confiait : "Les ministres nous demandent souvent conseil ; ils veulent savoir ce qu'ils devraient faire." Enfin, le président du conseil d'administration d'un trust nous exprimait sa satisfaction quant aux relations avec le gouvernement : "Nos relations avec le gouvernement sont remarquablement bonnes. Ils acceptent notre point de vue la plupart du temps. Nos relations ne sont pas teintées de bilinguisme et de nationalisme (sic)."

Certaines entrevues nous ont aussi permis d'évaluer plus concrètement les résultats politiques du dialogue industrie-gouvernement. Le vice-président d'un holding (secteur tabac et alimentation) nous dira, en effet, que "dans plusieurs cas (projets de lois, problèmes, etc.)". Il ajoutera : "Le public a beaucoup de difficulté à comprendre ce qui se

... passe... Nous travaillons directement et secrètement avec le gouvernement, et nous réussissons (comme résultat) à éviter les contrôles gouvernementaux.” Il conclura en disant que “de toute façon, le gouvernement n’est pas assez brave pour s’en prendre au milieu des affaires.”

Même s’ils bénéficient d’excellents accès, certains hommes d’affaires utilisent des moyens additionnels de pression sur le gouvernement du Québec. Une grande société de fiducie dont le siège social est à [188] Montréal se sert d’un bureau d’avocats bien connus et influents à Québec pour faire valoir son point de vue. D’autres compagnies utilisent des anciens politiciens, de préférence des anciens ministres. En général, les anciens ministres servent à “ouvrir des portes pour rencontrer les bonnes personnes.” Un autre dira qu’“on essaie de mettre sur notre conseil d’administration des gens qui ont un bon accès au gouvernement.” Dans certains cas, les anciens ministres font valoir des intérêts plus directs. Ainsi le président d’une importante compagnie de ciment nous a affirmé qu’il utilisait un ancien ministre du cabinet Lesage pour faire le lien avec le ministère de la voirie en vue de faciliter l’obtention de contrats de ce ministère.

B) Les plus importantes décisions politiques sont assujetties à un organisme d’hommes d’affaires, “le Conseil général de l’industrie” qui siège à huis clos depuis 1969.

Créé en 1969 par le gouvernement de l’Union Nationale, le CGI comprend une soixantaine des hommes d’affaires les plus “prestigieux” au Québec. En théorie, son rôle est de conseiller le ministère de l’Industrie et du Commerce.

Néanmoins, quatre des hommes d’affaires auxquels nous avons parlé étaient également membres du CGI. Ces entrevues nous ont permis de confirmer que le conseil est non seulement vivant mais prospère et influent. Le caractère privilégié de cette “assemblée nationale parallèle” est apparu tout de suite. Non seulement recrute-t-il les hommes d’affaires les plus importants (présidents des plus grosses compagnies et institutions financières) mais ces derniers sont les seuls à être au courant des activités du CGI et partant du contenu de plusieurs projets gouvernementaux. Ainsi il est assez surprenant que plusieurs vice-

présidents [190] ou représentants des associations patronales ne soient que très peu informés sur les activités et l'efficacité du CGI.

Pour être bref, le CGI tient depuis 1970 cinq ou six réunions annuellement, ordinairement dans l'édifice de l'Hydro-Québec. Sont présents aux réunions, à part la soixantaine d'hommes d'affaires, plusieurs ministres, dont surtout MM. Bourassa lui-même, Gérard D. Lévesque, Guy St-Pierre, Jean Cournoyer et quelques fonctionnaires supérieurs. Les sujets discutés sont variés et touchent la plupart du temps "la brûlante activité" de la politique québécoise, y compris le développement économique, l'éducation, la langue, les investissements étrangers, etc.

La position privilégiée du CGI tient du fait que ses membres ont l'occasion de connaître et d'influencer le contenu des politiques et projets de loi gouvernementaux avant qu'ils ne soient rendus publics. Au début d'avril 1973, par exemple, il y a eu une réunion déterminante sur le rapport Gendron et la législation du gouvernement sur la question linguistique.

Le CGI est également très actif entre les réunions. Ainsi, selon les membres de cet organisme, M. Paul Ouimet (président du CGI) les appelle souvent de la part du gouvernement pour les consulter, et pour leur demander ce qu'ils pensent de divers projets gouvernementaux. De plus, le CGI organise plusieurs réunions informelles entre des ministres et des groupes restreints d'hommes d'affaires. Comme le dira le vice-président d'un holding, "Ouimet peut obtenir que n'importe quel ministre rencontre n'importe quel groupe d'hommes d'affaires qui a quelque chose en tête."

Un dirigeant d'une association patronale nous disait que "le CGI permet au gouvernement d'évaluer les résultats de ses actions au niveau de la haute finance." Nous croyons plutôt que le CGI [190] joue le rôle d'un filtre puissant à travers lequel passent les plus importantes politiques gouvernementales. Une fois modifiées et acceptées, les différentes politiques font ensuite l'objet de débats parlementaires ou publics.

[190]

Vivre à notre goût

APPENDICES

3. LE GÂTEAU

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons souvent déclaré que les millions de dollars versés par les gouvernements aux sociétés multinationales pour les inciter à venir s'établir au Québec n'étaient autre chose qu'une façon détournée de prendre les taxes que nous payons et les distribuer aux riches actionnaires des sociétés étrangères en profits additionnels.

Voici, pour faire la preuve que ce que nous disons depuis des années est bien authentique, une citation d'un discours prononcé par William M. Shapiro, responsable du dossier québécois chez FANTUS (Chicago, III.), lors du congrès des commissaires industriels de la province de Québec.

De larges extraits de ce discours ont été publiés dans le journal *Le Soleil* (Québec, le lundi 12 novembre 1973). Voici ce qu'il dit sur la question des subventions des gouvernements après avoir expliqué comment les profits des sociétés qui veulent s'implanter au Québec sont évalués sans tenir compte des subventions.

“Le document se termine par une discussion des avantages des régions spécifiques du Québec pour ces industries, et un résumé du programme de subventions fédérales ainsi que des provisions des projets de loi 20 et 21.

À noter que la prévision de profit dans l'état financier ne tient pas compte de la subvention, prêt ou dégrèvement d'impôt qui pourraient être obtenus. *Ces avantages peuvent augmenter encore plus la marge de bénéfice, mettant ainsi le glaçage sur le gâteau de l'investisseur.*”

[191]

TABLE DES MATIÈRES

Introduction [3]

Où nous en sommes [9]

Le mouvement [9]

Les relations intersyndicales [27]

Le syndicalisme international [37]

Le mouvement syndical et les élites québécoises [45]

Le mouvement syndical et le pouvoir étranger [56]

Le mouvement syndical et le développement [75]

Pour améliorer nos vies : des droits [91]

Régime de travail modèle [103]

Droits des travailleurs [106]

Droit à la qualité de la vie [129]

Droit des femmes à l'égalité [151]

Tout commence sur les lieux de travail [157]

Les comités populaires [169]

Pour vivre à notre goût [177]

Appendices [183]